

Université de Montréal

Les changements climatiques dans les médias québécois:  
Une exploration de la responsabilité environnementale des citoyens  
sous la perspective de la criminologie verte

par

Karolan Jeffrey

École de criminologie

Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté à la faculté des études supérieures et postdoctorales en vue de  
l'obtention du grade de maîtrise en sciences (M. Sc.) en criminologie

Août 2017

© Karolan Jeffrey, 2017

## **RÉSUMÉ**

Si les individus ont certainement leur part de responsabilité à l'égard des changements climatiques, il apparaît, toutefois, que non seulement les citoyens canadiens ne sont pas bien informés quant à la problématique, mais qu'ils se sentent peu concernés par celle-ci. L'objectif de ce mémoire est de mieux comprendre cette contradiction. Pour ce faire, nous examinons comment les médias québécois construisent les changements climatiques en tant que problématique environnementale selon la perspective de la criminologie verte, où il est mis de l'avant que ce sont principalement des actes considérés comme légaux, commis à la fois par des individus, des entreprises ou des gouvernements, qui sont responsables des changements climatiques. Considérant que la façon dont les médias construisent les problématiques environnementales a un effet non seulement sur la compréhension des citoyens vis-à-vis de celles-ci mais aussi, et surtout, sur la perception qu'ils peuvent avoir de leur propre relation vis-à-vis de l'environnement, nous cherchons plus spécifiquement à explorer comment l'information présentée par les médias peut influencer la perception qu'ont les citoyens québécois de leur propre responsabilité environnementale.

Cette étude se base sur l'analyse qualitative du contenu de 100 articles publiés sur une période d'un mois, soit du 23 novembre au 19 décembre 2015, et issus de huit périodiques québécois. Les résultats montrent que les médias offrent une couverture incomplète et non scientifique des changements climatiques. Le constat de l'analyse est que les médias ne présentent pas les changements climatiques comme étant, notamment, une problématique environnementale, mais ils les présentent plutôt comme étant une menace à laquelle il appartient spécifiquement aux gouvernements de répondre. Conséquemment, les médias ignorent complètement la responsabilité des individus quant aux changements climatiques et, de ce fait, contribuent probablement au désengagement de ceux-ci vis-à-vis de leur responsabilité environnementale.

Finalement, à la lumière des informations recensées par la revue de littérature et des résultats de recherche obtenus, nous examinerons les implications scientifiques de ce mémoire. Il sera soulevé qu'une criminologie verte pertinente à l'étude des changements climatiques doit nécessairement questionner le rapport d'inégalité entre l'humain, l'environnement et les espèces non-humaines, où l'humain prône un rapport d'exploitation vis-à-vis de ces deux derniers.

### **Mots-clés:**

Criminologie, criminologie verte, changements climatiques, réchauffement global, crimes et dommages contre l'environnement, responsabilité individuelle, médias, analyse de contenu

## **ABSTRACT**

If individuals have their share of responsibility regarding climate change, it appears, however, that not only Canadian citizens are not well informed about the issue, but that they also do not feel quite concerned about it. The purpose of this thesis is to better understand this contradiction. To do so, we analyze the way media frames climate change as an environmental issue from the green criminology point of view, in which it is pointed out that climate change is mostly caused by legal harms, whether they are committed by individuals, businesses or governments. Regarding the fact that the way media frames environmental issues has an effect on how individuals understand these issues and on how they perceive their own relationship with the environment, this study seeks to specifically explore how the information presented by the media could influence Quebecers' perception of their individual environmental responsibility.

This study is based on a qualitative content analysis of 100 articles drawn within the period of a month, between November 23<sup>rd</sup> and December 19<sup>th</sup> of the year 2015, from eight newspapers published in the province of Quebec. The results show that the media coverage of climate change is incomplete and not very scientific. This thesis highlights the fact that the media does not present climate change as an environmental issue, caused by legal harms, but rather as a security issue that can only truly be addressed by governments. Consequently, the media ignores the individual environmental responsibility regarding climate change and, thereby, probably contributes to the citizens' disengagement.

Finally, in light of this study's literature review and results, we will explore the potential repercussions of this thesis. It will be pointed out that a green criminology relevant to the study of climate change must necessarily challenge the unequal relationship between humans, environment and non-humans, in which humans exploit the two others.

**Keywords:** criminology, green criminology, climate change, global warming, environmental crimes and harms, individual responsibility, media coverage, content analysis

## TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ .....	ii
ABSTRACT .....	iii
TABLE DES MATIÈRES .....	iv
LISTE DES TABLEAUX .....	vi
LISTE DES ABRÉVIATIONS .....	vii
REMERCIEMENTS .....	ix
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE 1: REVUE DE LITTÉRATURE .....	5
<b>Les changements climatiques: un phénomène complexe</b> .....	6
Concepts et effets sur l'environnement .....	7
Conséquences et causes à l'échelle globale .....	10
Sécurité, gestion des risques et appropriation politique .....	13
<b>La criminologie verte: vers un changement de paradigme</b> .....	16
Définition, approches et justice environnementale .....	17
Criminologie verte et changements climatiques .....	23
<b>La responsabilité environnementale des citoyens</b> .....	26
La conscientisation des citoyens par les médias .....	31
<b>Les objectifs de recherche</b> .....	33
CHAPITRE 2: MÉTHODOLOGIE .....	36
<b>Les choix méthodologiques</b> .....	37
Une recherche qualitative .....	37
L'analyse de contenu .....	39
<b>La collecte des données</b> .....	40
La sélection des données .....	40
L'échantillonnage final .....	44
<b>L'analyse des données</b> .....	45
<b>Les forces et limites de l'étude</b> .....	50

CHAPITRE 3: PRÉSENTATION D'UN ARTICLE SCIENTIFIQUE .....	52
<b>Résumé / Abstract</b> .....	54
<b>Introduction</b> .....	55
<b>La criminologie verte</b> .....	56
<b>Les changements climatiques</b> .....	57
<b>La responsabilité environnementale des citoyens</b> .....	59
<b>La conscientisation des citoyens par les médias</b> .....	61
<b>La méthodologie de l'étude</b> .....	62
<b>Résultats</b> .....	63
<b>Conclusion</b> .....	66
<b>Références</b> .....	69
CHAPITRE 4: DISCUSSION CONCLUSIVE .....	71
RÉFÉRENCES .....	82
ANNEXE 1 : Grille de classification des articles par périodique .....	89
ANNEXE 2 : Grille d'analyse finale des thèmes .....	90
ANNEXE 3 : Répartition des articles selon les thèmes et les périodiques .....	91
ANNEXE 4 : Grille d'analyse des dimensions des changements climatiques .....	92
ANNEXE 5 : Répartition des articles selon les dimensions et les périodiques .....	93
ANNEXE 6 : Répartition des mots-clés selon les dimensions causes, conséquences, responsabilité, définition, objectifs et victimes .....	94

## LISTE DES TABLEAUX

<b>Tableau 1</b> : Typologie des approches en criminologie verte .....	18
<b>Tableau 2</b> : Orientations de l'horizon scanning .....	21
<b>Tableau 3</b> : Problématiques soulevées par les changements climatiques .....	23
<b>Tableau 4</b> : Répartition des mots-clés selon les dimensions <i>causes, conséquences</i> et <i>responsabilité</i> .....	64

## LISTE DES ABRÉVIATIONS

AGI : American Geosciences Institute

CCNUCC : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

COP : Conference of Parties

FAO : Food and Agriculture Organization of the United States

GIEC : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

IPCC : Intergovernmental Panel on Climate Change

*(version anglaise de GIEC)*

NOAA : National Oceanic and Atmospheric Administration

OMM : Organisation météorologique mondiale

ONU : Organisation des Nations Unies

PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement

UNFCCC : United Nations Framework Convention on Climate Change

*(version anglaise de CCNUCC)*

WHO : World Health Organization

WMO : World Meteorological Organization

*(version anglaise de OMM)*

*Climate change is not “a problem” waiting for “a solution”.  
It is an environmental, cultural and political phenomenon  
that is reshaping the way we think about ourselves,  
about our societies and about humanity’s place on Earth.*

Mike Hulme



## REMERCIEMENTS

Tout d'abord, un énorme merci à Samuel Tanner, mon directeur de maîtrise. Je ne saurais trouver les mots parfaits pour décrire la reconnaissance que j'éprouve face à ton ouverture d'esprit, ta patience, ton écoute, tes encouragements et tes conseils. Pour avoir accepté d'embarquer dans ce projet et, surtout, avoir persisté lors des temps difficiles, je ne te remercierai jamais assez.

Ensuite et surtout, je tiens à remercier mon meilleur ami, confident et amoureux, Samuel, qui, depuis ces sept dernières années, a été celui qui n'a jamais cessé de croire en moi. Sam, par ton soutien inébranlable et ton amour inconditionnel, tu m'aides à atteindre le meilleur de moi-même et m'inspires à accomplir ce qui me paraît impossible. Même lorsque la vie a soudainement cessé d'être ce qu'elle était en février dernier, il n'y a aucune des épreuves qui ont suivi que nous ne pouvions surmonter ensemble. Ce mémoire, je te le dois et je te le dédie. Je t'aime.

Aussi, j'aimerais remercier mes proches qui ont contribué à l'accomplissement de ce mémoire. Grand-maman et grand-papa, merci pour votre amour et votre support. Charly, mon frère, merci pour ton écoute et ton soutien lors de ces deux dernières années de cohabitation. À mes proches amis, merci; de près ou de loin, à différents moments et particulièrement lors de ces derniers mois difficiles, vous m'avez offert un support inestimable chacun à votre façon.

Shana, Jérémie, Mélanie et Rémi, merci *infiniment* d'avoir pris le temps de lire et réviser ce mémoire avant son dépôt. Surtout, merci pour vos précieux conseils. Vous êtes des amis en or.

Et finalement, merci à Leia, la personne non-humaine qui m'est le plus chère. Par son amour pur et indéfectible, elle me rappelle quotidiennement la nécessité de défendre les droits fondamentaux de tous ceux qui n'ont pas les moyens et/ou les capacités de se faire entendre.

À tous, merci.

## **INTRODUCTION**

Les changements climatiques sont certainement le plus important enjeu environnemental, social et politique de notre époque, et ce, tant à l'échelle locale que mondiale. Le consensus scientifique est d'ailleurs sans équivoque: ils sont principalement de nature anthropique (GIEC, 2014). C'est-à-dire, ce sont les activités humaines contribuant à l'intensification de l'effet de serre telles que la déforestation et l'utilisation de combustibles fossiles qui sont les principales responsables du réchauffement de la température globale, et les effets de ce réchauffement sont à ce point importants qu'ils modifient la structure même du système climatique. Actuellement, ce sont des centaines de millions d'êtres vivants parmi les populations humaines et non-humaines les plus vulnérables qui sont sévèrement affectés par les effets négatifs des changements climatiques. Le GIEC (2014) note dans son plus récent rapport que, si le réchauffement de la température globale se poursuit, les conséquences engendrées pourraient devenir irréversibles. Dès lors, ce ne serait plus seulement la qualité de vie des générations actuelles et futures qui serait en péril mais aussi leur survie.

Alors que la gravité de la situation climatique incite à repenser notre propre rapport à l'environnement (voir Hulme, 2009) ou, du moins, à limiter notre empreinte environnementale, il apparaît que la population canadienne ne se sente que peu, voire pas, interpellée par cet enjeu. En effet, Lachapelle et al. (2015) notent que seulement la moitié des Canadiens croient que les changements climatiques sont à la fois réels et causés par les activités humaines. Ils ajoutent (p.16) : « despite scientific calls for swift and decisive action to mitigate the effects of climate change, a minority of Canadians care enough to be informed about this issue ». Si la littérature en psychologie morale suggère plusieurs analyses pertinentes à l'explication de l'inaction individuelle et sociale vis-à-vis des problématiques environnementales et plus particulièrement des changements climatiques (voir notamment Gifford, 2011; Markowitz & Shariff, 2012), il est aussi intéressant de se pencher sur la façon dont les changements climatiques sont « construits » par les médias afin de comprendre ce qui pourrait expliquer une telle contradiction entre la science et le citoyen.

L'étude des médias datant de plusieurs décennies déjà, il existe une longue liste de recherches portant sur la désinformation dans les couvertures médiatiques. Et en ce qui concerne plus spécifiquement les changements climatiques, il ressort, entre autres, que ces derniers

reçoivent une couverture médiatique fortement influencée par des valeurs idéologiques dictant quelles informations constituent des « faits scientifiques » et qui sont les agents autorisés à définir ces mêmes faits (Carvalho, 2007). De plus, la couverture médiatique accordée aux changements climatiques serait imprécise et pauvre en informations dû à l'utilisation de techniques journalistiques priorisant le sensationnalisme (Boykoff & Boykoff, 2007). Si une pluralité d'études se penchent sur les représentations des changements climatiques dans leur ensemble, peu s'intéressent plus spécifiquement aux représentations entourant les divers dommages environnementaux constituant leur causes.

Dans ce mémoire, nous étudierons les représentations médiatiques des changements climatiques sous la perspective de la criminologie verte - soit une perspective de la criminologie centrée sur les dommages environnementaux commis, à un niveau individuel et/ou institutionnel, contre les animaux humains et non-humains (Beirne & South, 2013). Brisman (2012) mentionne que, encore aujourd'hui, très peu de criminologues « verts » se sont penchés sur les représentations médiatiques des dommages environnementaux et la façon dont ces dernières influencent la compréhension du public quant à certaines problématiques environnementales. Il explique (p.47):

just as the media (newspaper, television, radio, and the Internet) tell a story of *crime* that we store away in our consciousness to be used when we make decisions in our everyday lives, they also tell a story about nature, environment and environmental harm that we store away in our consciousness to be used when we make decisions in our everyday lives.

En considérant les changements climatiques comme étant la résultante d'actes légaux dommageables à l'environnement, commis tant individuellement que socialement, nous souhaitons répondre à l'appel de Brisman (2012) et analyser le lien existant entre les représentations médiatiques des dommages environnementaux et l'inaction publique. Surtout, nous cherchons à explorer le potentiel de contribution d'une criminologie verte pertinente à l'étude des changements climatiques et des problématiques environnementales associées.

Dans le premier chapitre, nous recenserons la littérature pertinente à la compréhension des changements climatiques, de la criminologie verte ainsi qu'à l'analyse des représentations médiatiques des dommages environnementaux. Nous discuterons de la pertinence de notre étude puis énoncerons nos objectifs spécifiques de recherche. Dans le deuxième chapitre, nous aborderons l'aspect méthodologique de notre étude. Plus particulièrement, nous décrirons la démarche méthodologique suivie, la procédure de sélection des données et la stratégie d'analyse utilisée. L'échantillon analysé consiste en 100 articles issus de huit périodiques québécois et publiés sur une période d'un mois, du 23 novembre au 19 décembre 2015, soit débutant une semaine avant la Conférence de Paris sur les changements climatiques et se terminant une semaine suivant celle-ci. Le troisième chapitre, développé sous la forme d'un article scientifique, nous permettra de présenter de façon partielle nos résultats de recherche et d'émettre une conclusion sommaire à notre mémoire; notons que ce chapitre étant en lui-même indépendant, il y aura des chevauchements avec les autres chapitres. Le quatrième et dernier chapitre, quant à lui, nous permettra de discuter plus en profondeur des résultats obtenus, et ce, à la lumière des informations recueillis dans la revue de littérature. En conclusion, nous explorerons les implications scientifiques de notre mémoire. Il sera soulevé qu'une criminologie verte pertinente à l'étude des changements climatiques se doit de questionner le rapport d'inégalité entre l'humain, l'environnement et les espèces non-humaines.

**CHAPITRE 1 :**  
**Revue de littérature**

Ce premier chapitre a pour objectif de recenser la littérature pertinente à la compréhension et à l'analyse des représentations sociales des dommages environnementaux menant aux changements climatiques. Dans un premier temps, il importe de se pencher sur le phénomène même des changements climatiques et, plus précisément, sur sa complexité. Nous le définirons selon trois aspects fondamentaux et interreliés, soit les aspects environnemental, social et politique. Dans un deuxième temps, nous présenterons la criminologie verte et discuterons notamment de sa contribution actuelle et potentielle à l'égard des changements climatiques. Dans un troisième temps, nous développerons le cadre théorique de notre étude. Nous soulèverons l'intérêt d'une approche constructiviste par la criminologie verte afin de mieux cerner la dynamique entre les représentations sociales des dommages environnementaux et celles des changements climatiques. Finalement, la problématique et les objectifs de recherche seront présentés.

### **Les changements climatiques: un phénomène complexe**

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC), appelé *Intergovernmental Panel on Climate Change* (IPCC) en anglais, est un organisme scientifique international issu d'un partenariat entre deux organismes de l'ONU soit le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM). L'objectif du GIEC est de « fournir au monde une vision scientifique claire de l'état actuel des connaissances en matière de changements climatiques et de leur incidence potentielle sur l'environnement et sur la sphère socioéconomique » (s.d.). N'ayant pas pour mandat de mener des travaux de recherche, il évalue plutôt les récentes publications scientifiques à travers le monde afin d'informer les décideurs politiques sur l'état actuel des changements climatiques. Dans son plus récent rapport, le GIEC (2014) établit clairement la responsabilité humaine quant aux changements climatiques et ajoute (p.2) :

Le réchauffement du système climatique est sans équivoque et, depuis les années 1950, beaucoup de changements observés sont sans précédent depuis des décennies voire des

millénaires. L'atmosphère et l'océan se sont réchauffés, la couverture de neige et de glace a diminué, et le niveau des mers s'est élevé.

La science n'est ainsi plus à l'étape où elle se questionne quant à savoir si les changements climatiques sont bel et bien réels ou s'ils sont ou non de nature anthropique. Le consensus de la communauté scientifique internationale est clair : il y a, depuis la période industrielle, un réchauffement inédit du système climatique et les activités humaines en sont les principales responsables.

Les changements climatiques sont sans aucun doute un phénomène complexe pouvant être examiné sous plusieurs aspects et abordé de différentes manières selon, entre autres, les questionnements et intérêts de l'auteur. Pour ce mémoire, nous croyons qu'il est davantage pertinent de définir les changements climatiques selon trois angles principaux soit : environnemental, social et politique.

### **Concepts et effets sur l'environnement**

En abordant les changements climatiques sous, premièrement, un angle environnemental, nous cherchons à vulgariser des concepts (tels que *météo*, *climat*, *système climatique*, etc.) qui pourraient porter à confusion et à mettre de l'avant les effets des changements climatiques sur l'environnement. La climatologie étant une science complexe, il nous serait difficile de pleinement entrer dans les détails en ce qui concerne l'explication de ces concepts plus techniques; nous ferons ainsi un survol de ces derniers tout en mettant l'accent sur ce qui nous paraît important non seulement à la compréhension des changements climatiques mais particulièrement à celle de notre étude.

D'abord, qu'est-ce que le climat? Si la météo se définit à un moment et un emplacement spécifiques selon des conditions météorologiques perceptibles (telles que l'humidité, la température et la pression de l'air, la vitesse et la direction du vent, la couverture nuageuse, la quantité et le type de précipitations, etc.), le climat, quant à lui, représente la *moyenne* de ces caractéristiques météorologiques sur une période allant de plusieurs décennies à des milliers d'années. Analysé à la fois localement et globalement, le climat varie d'un endroit à l'autre en



fonction notamment de la latitude, de l'élévation ainsi que de la proximité à une zone côtière. Il est surtout la résultante de l'interaction constante entre les cinq principales composantes du système climatique, soit l'atmosphère, l'hydrosphère (océans, lacs, nappes d'eau souterraine, etc.), la cryosphère (glaces terrestres, couverture neigeuse, etc.), la surface terrestre et la biosphère (tous les organismes vivants). Contrairement à la météo qui peut radicalement changer d'une heure à l'autre, les variations au sein d'un climat sont beaucoup plus lentes puisque ce dernier est analysé sur une longue période de temps.

Un changement climatique réfère ainsi à tout changement *significatif* dans les mesures du climat. Cela se traduit notamment par des changements de température, de précipitations, d'humidité, de la chaleur des océans, du niveau des eaux, etc. S'il arrive que des changements climatiques s'effectuent naturellement depuis des millénaires - dus, par exemple, à des changements dans la dynamique des océans ou à l'émission de divers gaz et aérosols dans l'atmosphère suite à une éruption volcanique -, il ne fait aucun doute que les causes naturelles ne sont que faiblement responsables des changements significatifs observés depuis l'ère industrielle (GIEC, 2014). Par conséquent, les changements climatiques dont il est mention dans ce mémoire sont ceux observés depuis les dernières décennies et étant principalement dus à l'intervention humaine.

Ce sont surtout les activités humaines nécessitant l'utilisation de combustibles fossiles qui engendrent des changements au sein du système climatique. Ces dernières produisent l'émission de « *heat-trapping pollutants* » soit des polluants retenant la chaleur dans l'atmosphère et plus communément nommés « gaz à effet de serre ». Selon le GIEC (2014) :

Les émissions anthropiques de gaz à effet de serre, qui ont augmenté depuis l'époque préindustrielle en raison essentiellement de la croissance économique et démographique, sont actuellement plus élevées que jamais, ce qui a entraîné des concentrations atmosphériques de dioxyde de carbone, de méthane et d'oxyde nitreux sans précédent depuis au moins 800 000 ans. Leurs effets, associés à ceux d'autres facteurs anthropiques, ont été détectés dans tout le système climatique et il est

extrêmement probable qu'ils aient été la cause principale du réchauffement observé depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle (p.4).

La majorité des gaz à effet de serre (dioxyde de carbone, méthane et oxyde nitreux) anthropiques se retrouvent alors soit coincés dans l'atmosphère ou absorbés par les océans, contribuant notamment au réchauffement de ces derniers. L'impact de ce réchauffement est à ce point important que ses effets modifient la structure même du système climatique. Il y a, de ce fait, une distinction importante à noter : bien qu'il soit le plus considérable, le réchauffement global n'est que l'un des aspects des changements climatiques. Ainsi, « global warming refers only to Earth's rising surface temperature, while climate change includes warming *and* the side effects of warming. Said another way, global warming is one symptom of the much larger problem of human-caused climate change. » (NOAA, 2015).

Et, en effet, les changements climatiques sont d'une impressionnante complexité. De nature globale, ils ont des impacts multiples, cumulatifs, interreliés et évolutifs (GIEC, 2014). Il est non seulement impossible de prédire et détecter tous les effets physiques des changements climatiques, mais il est aussi difficile de déterminer leur évolution considérant qu'ils ne peuvent être délimités par des frontières. Ils affectent ainsi, à divers degrés, l'entièreté de la planète. Néanmoins, certains effets sur l'environnement sont plus facilement détectables tels que l'élévation du niveau de la mer due à la fonte des masses glaciaires. Le GIEC (2014) associe aussi plusieurs phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes, ayant eu lieu depuis 1950, aux changements climatiques, soit « la diminution des extrêmes de froid, l'augmentation des extrêmes de chaleur, la hausse des niveaux extrêmes de pleine mer et la multiplication des épisodes de fortes précipitations dans diverses régions » (p.56). Il affirme même que, « si elles se poursuivent, les émissions de gaz à effet de serre provoqueront un réchauffement supplémentaire et une modification durable de toutes les composantes du système climatique, ce qui augmentera la probabilité de conséquences graves, généralisées et irréversibles pour les populations et les écosystèmes » (p.60).

## **Conséquences et causes à l'échelle globale**

Ces graves conséquences anticipées à plus ou moins long terme comprennent, entres autres, une contamination de l'eau potable pouvant mener à une pénurie, une diminution de la sécurité alimentaire pouvant mener à une malnutrition et à la famine, une détérioration des infrastructures, une perte de domicile, une expansion de la pauvreté, une propagation accrue des maladies, une augmentation considérable des difficultés psychologiques telles que la peur, la dépression et le choc post-traumatique, et finalement l'accroissement des risques de conflits violents (OXFAM, 2009; GIEC, 2014). Et plus la vulnérabilité des populations sera importante, plus ces conséquences augmenteront en intensité pour ces populations. En effet, le fait que les changements climatiques soient de nature globale et qu'ils ne puissent être limités par des frontières ne signifie pas que leurs effets soient équitablement répartis sur la planète. Ce sont les populations les plus pauvres, vivant dans les pays en voie de développement et étant situées dans des zones à risques de phénomènes météorologiques extrêmes, de sécheresse, de vagues de chaleur et d'inondations, qui seront encore plus gravement touchées par ces conséquences puisqu'elles le sont, actuellement, déjà. Ce sont des centaines de millions de personnes qui, chaque année, souffrent des changements climatiques (OXFAM, 2009). Il est d'ailleurs estimé à 26 millions d'individus le nombre actuel de réfugiés climatiques, et ce nombre pourrait augmenter à 200 millions d'ici 2050 (OXFAM, 2009). Il est, de plus, attendu que les changements climatiques soient responsables d'environ 250 000 morts par année à partir de 2030 si le réchauffement global se poursuit (WHO, 2017).

De plus, Hsiung & Sustain (2007) mentionnent que, même si elles ne sont que rarement considérées comme des victimes, les populations non-humaines subissent, elles aussi, les conséquences désastreuses des changements climatiques. Notamment, à mesure que les températures globales augmentent, plusieurs espèces doivent délaisser leur habitat naturel et migrer dans des régions plus froides (Hsiung & Sustain, 2007). Si un changement aussi brusque d'habitat peut causer un choc important pour ces animaux non-humains<sup>1</sup>, ces derniers

---

<sup>1</sup> Alors que la langue refète notamment les relations de pouvoir et d'inéquités au sein d'une société (voir, entres autres, les travaux de Bourdieu sur le langage), nous croyons qu'il importe d'employer des termes ne normalisant pas certaines formes d'oppression telles que celle subie par les animaux. D'un point de vue strictement biologique, les humains sont considérés comme étant, eux aussi, des animaux. De ce fait, il nous apparaît préférable de référer à la fois aux humains et aux animaux comme étant respectivement des « animaux humains »

sont néanmoins « chanceux » comparativement à ceux qui, pour diverses raisons, n'ont pas réussi à migrer - ces derniers étant désormais confrontés à des difficultés mettant en péril leur survie alors que, par exemple, l'augmentation de la température diminue l'efficacité de leur système immunitaire ou affecte la disponibilité de certaines végétations nécessaires à leur survie. De plus, comme le notent Hsiung & Sustain (2007), les animaux non-humains sont, eux aussi, victimes des phénomènes météorologiques extrêmes (ouragans, tornades, etc.). De ce fait et au même titre que les humains, ils peuvent faire face au ravagement de leur « maison », à une propagation accrue des maladies, à la perte de leurs proches et même à leur propre mort. Thomas et al. (2004) soulignent ainsi l'urgence d'agir afin de limiter les changements climatiques puisque ceux-ci pourraient causer la mort supplémentaire de centaines de millions d'animaux non-humains, allant même jusqu'à l'extinction complète de 15 à 37% de toutes les espèces d'ici 2050.

Les changements climatiques sont ainsi un phénomène physique ayant non seulement des effets importants sur l'environnement (augmentation des extrêmes de chaleur, hausse du niveau des eaux, phénomènes météorologiques extrêmes, etc.) mais aussi, et surtout, de graves conséquences pour les populations actuelles et futures tel que vu ci-haut. Néanmoins et considérant les intérêts de notre étude, il est davantage pertinent de se pencher sur les causes des changements climatiques ainsi que la responsabilité sociale face à ces derniers. Nous avons vu, précédemment, que ce sont principalement les activités humaines nécessitant l'utilisation de combustibles fossiles qui, en émettant des gaz à effet de serre, contribuent au réchauffement global et par extension aux changements climatiques. Nous allons donc examiner quelles sont, plus spécifiquement, ces activités.

Il n'existe pas de consensus quant à la répartition exacte des émissions de gaz à effet de serre selon les secteurs d'activités dont elles sont issues. Les pourcentages de répartition varient selon les différents facteurs pris en compte par le chercheur, ce qui fait que, pour un même

---

et des « animaux non-humains ». L'emploi du terme « animaux non-humains » est notamment priorisé au sein de la littérature en éthique animale afin d'éviter de normaliser une discrimination basée sur le critère d'espèce. Dès lors, il semble important qu'une criminologie verte questionnant les abus, dommages et crimes commis à l'égard des animaux non-humains porte une attention marquée aux termes qu'elle emploie lorsqu'elle réfère à ceux-ci.

pays, les résultats peuvent varier dépendamment des études. Néanmoins, ce sont toujours sensiblement les mêmes secteurs qui sont les principaux responsables. Le GIEC (2014) répartit les émissions de gaz à effet de serre mondiales selon les secteurs suivants : agriculture et foresterie, bâtiment, industrie, transports et autres secteurs énergétiques. Une distinction est faite entre les émissions directes et indirectes, ces dernières incluant la production d'électricité et de chaleur. Pour seulement les émissions directes, les principaux émetteurs sont le secteur de l'agriculture et de la foresterie (24 %), de l'industrie (21 %) et des transports (14 %). Lorsque les émissions indirectes sont incluses, c'est plutôt le secteur de l'industrie (32 %), de l'agriculture et de la foresterie (24,9 %) et des transports (14,3 %).

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) insiste, quant à elle, sur le rôle majeur du secteur de l'agriculture quant aux changements climatiques mais aussi quant à la réduction de la biodiversité et à la pollution de l'air, des terres, des sols et des eaux. Dans son rapport *Livestock's long shadow : environmental issues and options* (2006), la FAO en vient à la conclusion que l'agriculture animale est le principal facteur des émissions de gaz à effet de serre anthropiques, contribuant à un total de 18% de ces dernières à travers les cinq principaux secteurs responsables : l'énergie, l'industrie, les déchets, l'utilisation des terres ainsi que l'agriculture et la foresterie. Plus spécifiquement, « considering the last two sectors only, livestock's share is over 50 percent. For the agriculture sector alone, livestock constitute nearly 80 percent of all emissions » (p.112). Selon la FAO (2006), le rôle de l'agriculture animale quant aux émissions de gaz à effet de serre est généralement sous-estimé bien qu'il soit prédominant. Elle note (p.282) : « (...) civil society seems to have an inadequate understanding of the scope of the problem. Perhaps even among the majority of environmentalists and environmental policy-makers, the truly enormous impact of the livestock sector on climate, biodiversity and water is not fully appreciated. »

Outre les émissions de gaz à effet de serre, un autre facteur important est à considérer quant à son rôle vis-à-vis des changements climatiques : la déforestation massive. Les forêts sont d'une valeur inestimable; de par les différents rôles qu'elles jouent, elles sont irremplaçables. À elles seules, les forêts abritent des millions d'espèces et sont notamment une source de nourriture, de médecine et de moyens de subsistances pour les populations humaines (Climate

Institute, 2017) et non-humaines. Aussi, elles jouent un rôle crucial dans le cycle du carbone, et donc, dans le contrôle du climat. En effet, elles absorbent le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) contenu dans l'atmosphère et le transforment en oxygène, purifiant à la fois l'air et l'eau qui nous sont essentiels. Ainsi, « deforestation by humans is causing all of these necessary functions to be lessened, and hence damaging the atmosphere even further (...) when forests are cut down, not only does carbon absorption cease, but also the carbon stored in the trees is released into the atmosphere as CO<sub>2</sub> if the wood is burned or even if it is let to rot after the deforestation process » (Weather & Climate, s.d.). Chaque année, ce serait 1,5 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> qui sont relâchés dans l'atmosphère dû à la déforestation de plus de 30 millions d'acres de forêts (Weather & Climate, s.d.). L'industrie des pâtes et papiers ainsi que l'étalement urbain (« housing ») contribuent tous deux à la déforestation (Climate Institute, 2017). Néanmoins, l'agriculture est le plus important facteur de déforestation. Plus spécifiquement, c'est « l'élevage de bétails », soit l'agriculture animale, qui est le principal facteur, causant à lui seul plus de 70% de la déforestation (Climate Institute, 2017). L'exploitation des animaux non-humains à des fins alimentaires nécessite la destruction d'une quantité énorme de terres; elle est d'ailleurs la principale responsable de la destruction des forêts tropicales dont la forêt amazonienne. Il est intéressant de noter que l'agriculture animale est un facteur considérable, voire même le plus important, des changements climatiques puisque non seulement elle engendre une déforestation massive mais elle cause l'émission d'une quantité énorme de gaz à effet de serre tel que vu plus-haut.

### **Sécurité, gestion des risques et appropriation politique**

Selon Hulme (2009), les changements climatiques ont cessé d'être simplement un phénomène physique et ils sont devenus, aussi, un phénomène social :

as society has been increasingly confronted with the observable realities of climate change and heard of the dangers that scientists claim lie ahead, climate change has moved from being predominantly a physical phenomenon to being simultaneously a social phenomenon. And these two phenomena are very different. As we have slowly, and at times reluctantly, realised that humanity has become an active agent in

the reshaping of physical climates around the world, so our culture, social, politic and ethical practices are reinterpreting what climate change means (p.xxv).

Cette réinterprétation prend particulièrement forme à travers une politisation des changements climatiques, où la responsabilité vis-à-vis de ces derniers est principalement mise sur les gouvernements et plus spécifiquement sur leur capacité à répondre à la « menace » des changements climatiques. Les dirigeants politiques, quant à eux, font référence à ces derniers en des termes de sécurité (McDonald, 2013). Une telle transition conceptuelle - où les changements climatiques passent d'un phénomène physique à un enjeu de sécurité - soulève plusieurs inquiétudes notamment à cause de la nature controversée du concept de sécurité (voir Huysmans, 1998), et ce, particulièrement lorsqu'il y a une association entre la sécurité et l'environnement (voir Dalby, 2002). Si les changements climatiques sont présentés en termes de sécurité, l'intérêt ne porte plus sur les causes mais plutôt sur les risques et les conséquences. Autrement dit, la sphère politique aborde les changements climatiques selon une gestion des risques sans remettre en question les modes de production et de consommation et encore moins le rapport entre l'humain, les espèces non-humaines et l'environnement. Dès lors, les décisions politiques prennent plutôt la forme de stratégies d'atténuation et d'adaptation.

L'atténuation, visant principalement la réduction des émissions de gaz à effet de serre selon l'imposition de taxes vertes ou d'un marché de carbone, est généralement appliquée de pair avec l'adaptation qui cherche plutôt à réduire la vulnérabilité des populations affectées par les changements climatiques. L'adaptation peut se traduire, entre autres, par la récupération de l'eau de pluie ou la mise en place de barrages. Le GIEC (2014) insiste d'ailleurs sur leur interaction complémentaire puisqu'elles agissent sur des échelles temporelles différentes : alors que les mesures d'adaptation visent plutôt une diminution des impacts ressentis au cours des prochaines décennies, les résultats des mesures d'atténuation seront perceptibles beaucoup plus tard. Néanmoins, ces mesures à elles seules ne permettent pas de répondre efficacement aux risques et aux conséquences des changements climatiques. Pour cette raison, certains experts (voir notamment Carlin, 2006; Caldeira & Keith, 2010) suggèrent de se tourner vers la géo-ingénierie.

La géo-ingénierie est une science émergente et controversée dont les idées ne sont actuellement pas appliquées. Elle s'articule autour d'un « vaste ensemble de méthodes et de techniques visant la modification délibérée du système climatique » (GIEC, 2014, p.137). Selon Caldeira, Bala & Cao (2013), ces techniques se divisent généralement en deux catégories d'approches : *carbon dioxide removal* (CDR), qui cible une diminution de la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, et *solar radiation management* (SRM), qui cherche plutôt à réfléchir les rayonnements solaires par une augmentation de l'albédo<sup>2</sup> des surfaces terrestres. Si la géo-ingénierie pourrait constituer la solution la plus efficace et la moins coûteuse selon Caldeira & Keith (2010), bon nombre d'experts ne sont pas favorables à l'application des techniques qu'elle préconise. En effet, alors que l'idée même de modifier volontairement le climat soulève des questions morales et éthiques importantes (voir Gardiner, 2010; Hamilton, 2013), la nature et la gravité des risques pouvant résulter d'une telle action sont actuellement incertains (voir Robock, Jerch & Bunz, 2008).

Alors que les mesures d'atténuation, visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre des entreprises, prennent place dans un cadre économique, les mesures d'adaptation et de géo-ingénierie misent plutôt sur l'ingéniosité afin de pallier aux conséquences des changements climatiques. Ainsi, la réponse politique à ces derniers semble s'inscrire dans une pensée de modernisation écologique où l'accent est mis sur la croissance économique et le développement des technologies (voir Yorks, Rosa & Dietz, 2010), et ce, au détriment de l'environnement.

Les gouvernements s'approprient ainsi la « lutte » aux changements climatiques sans réellement aller à la source de ces derniers. Selon Beck (1992; 2002), ce serait parce que les dirigeants politiques sont en réalité impuissants à agir sur le fond du problème. Paradoxalement, ils sont investis dans un double jeu où ils tentent de protéger leur population des risques environnementaux alors qu'ils participent à la création de ces mêmes risques (par exemple, en subventionnant des entreprises extrêmement polluantes afin qu'elles leur

---

<sup>2</sup> Dans ce contexte, l'albédo renvoie à la capacité de réflexion des rayonnements solaires. Une surface ayant un albédo faible absorbe davantage les rayonnements solaires, ce qui contribue à son réchauffement; au contraire, une surface ayant un albédo élevé reflète davantage les rayonnements solaires, ce qui contribue à son refroidissement.



apportent des retombées économiques). Les risques environnementaux engendrés dépassent ainsi largement la capacité des institutions politiques à les freiner. Et comme le mentionne OXFAM (2009, p.5), « most scientists now believe that limiting the global average temperature rise to 2°C is unlikely - not because we are technically or socially incapable, but because they do not believe that politicians are genuinely willing to agree to the necessary cuts in carbon emissions ».

Faisant partie d'une société principalement caractérisée par la gestion des risques environnementaux dont elle est elle-même responsable, il apparaît plus que nécessaire de questionner notre conception de ces actes qui sont dommageables à l'environnement. Et la criminologie verte permet d'offrir une perspective intéressante à ce sujet.

### **La criminologie verte: vers un changement de paradigme**

L'origine de la criminologie verte est généralement associée à Lynch qui, en 1990, propose l'incorporation d'un champ « vert » à la criminologie où l'intérêt serait centré sur le rapport critique entre les dommages environnementaux et le capitalisme industriel moderne. Néanmoins, c'est seulement quelques années plus tard que la criminologie verte prend réellement son envol suite à la publication *A green field for criminology? A proposal for a perspective* de South (1998). Dans cet article, South argumente en faveur de l'intégration d'une perspective verte à l'agenda de la discipline de façon à mieux refléter les problématiques environnementales émergentes. Il fait la réflexion suivante (p.213) :

the most serious crime that humanity is currently committing is against itself and its future generations (...) The earth and its resources are being wasted and over-exploited by processes in which human beings are commodities in chains of production and distribution, and profit is but before sense or sensibility. In these processes, multiple and numerous crimes, violations, deviations and irregularities are perpetrated against the environment, yet so largely unchecked (...) Criminology has barely begun to consider the questions and challenges raised here.

Si la criminologie adressait les problématiques environnementales, elle les étudiait principalement sous l'angle de la criminalité économique ou *corporate crime* (White & Heckenberg, 2014). Par exemple, un auteur pouvait se pencher sur le cas d'une entreprise déversant ses déchets dans un cours d'eau en orientant son analyse sur les actions illégitimes et/ou illégales de cette entreprise plutôt que sur les dommages causés à l'environnement. Le fait que les questions environnementales ne constituaient pas une priorité pour la criminologie justifiait ainsi la formation d'une perspective plus verte pour Lynch, South ainsi que d'autres auteurs (voir Beirne, 1998; Lynch & Stretesky, 2003; White, 2003). C'est finalement en suivant un courant plus critique de la criminologie, où l'objectif est d'étudier le phénomène criminel au-delà du cadre législatif (White, 2013a), qu'a pris forme la criminologie verte.

### **Définitions, approches et justice environnementale**

La criminologie verte se définit généralement par l'application d'une pensée criminologique aux problématiques environnementales (Potter, 2012). Plus spécifiquement, elle s'intéresse aux notions de loi, de victimisation, de justice environnementale, de dommages et de crimes environnementaux, de régulation environnementale et de problématiques morales et philosophiques par, notamment, une pleine considération des populations humaines, non-humaines et végétales (White & Heckenberg, 2014). Néanmoins, la criminologie verte est ponctuée de nombreux débats concernant ses objectifs de recherche, et ce, depuis ses débuts :

while the unifying link between and among green criminologists is the focus on the environmental issues, important theoretical and political differences are nonetheless becoming more apparent over time (...) As green criminology has grown as a specific area of concentrated scholarship and research, so, too, it has developed distinct sub-areas or perspectives that express quite different conceptualizations of the problem and how to best respond to it (White & Heckenber, 2014, p.17).

Selon White (2008), les intérêts et conceptualisations de la criminologie verte ont évolué au fil du temps selon deux principaux facteurs, soit, premièrement, une plus grande reconnaissance de la dégradation et de la destruction de l'environnement et, deuxièmement, une plus importante conscience de la connexion entre les problématiques environnementales et sociales

telles que la pauvreté, l'exploitation des espèces non-humaines, les activités trompeuses des entreprises et la corruption des États. Il explique (p.10) : « these kinds of observations and interrelationships are forcing many of us to rethink the social and nature universe, to reconceptualize the relationship between human and nature in ways that accord greater weight to nonhuman when it comes to assessing issues such as environmental harms ».

Alors que certains auteurs croient que la criminologie verte devrait nécessairement se définir selon certains objectifs spécifiques, d'autres croient plutôt qu'elle devrait conserver une définition générale afin d'intégrer chacun des objectifs. Afin de démêler le tout, White & Heckenberg (2014) dressent une typologie de ces objectifs qu'ils déclinent selon six approches non mutuellement exclusives, regroupées dans le tableau suivant. Pour White & Heckenberg, ce serait justement dans un foisonnement d'idées que résiderait la force de la criminologie verte. Ainsi, cette dernière devrait se définir de façon à inclure ces six approches. White & South (2013) notent que ces dernières sont néanmoins unies par le même objectif, soit celui de la poursuite d'une justice légale, sociale et écologique.

**Tableau 1 : Typologie des approches en criminologie verte**

---

***Radical green criminology***, où les auteurs posent un regard critique sur les mécanismes sous-tenant les dommages environnementaux en se positionnant contre le système capitaliste et anthropocentrique actuel.

---

***Eco-global criminology***, où l'intérêt se porte sur l'effet global des problématiques environnementales telles que les changements climatiques et la pollution de l'eau, et ce, sur les populations humaines, non-humaines et écosystémiques.

---

***Conservative criminology***, où la conservation de l'environnement et ses ressources est prônée selon une analyse des risques et un durcissement des lois. *Notons que cette approche se distingue des cinq autres par le fait qu'elle est la seule à conserver un discours utilitaire et anthropocentrique (White, 2013b).*

---

***Environmental criminology***, où l'objectif se situe davantage dans la prévention des crimes environnementaux tels qu'ils sont légalement définis, et ce, par l'utilisation de théories issues de la criminologie.

---

***Constructivist green criminology***, où l'intérêt est de comprendre comment les notions et catégories (crime, criminel et victime, par exemple) en lien avec les dommages environnementaux sont socialement et politiquement construites.

---

---

*Speciesist criminology*, où l'intérêt se porte sur les discriminations institutionnalisées ou non qui sont commises envers les animaux non-humains (voir Beirne, 1999; Cazaux, 1999; Sollund, 2013)<sup>3</sup>.

---

La criminologie verte n'offre pas, du moins pour l'instant, de théories sur les problématiques environnementales. Elle analyse plutôt ces dernières selon des théories issues à la fois de la criminologie ou de diverses disciplines et auxquelles elle applique une perspective verte. Plus spécifiquement, l'analyse qu'elle fait des problématiques environnementales se définit généralement autour du concept de justice. La structure actuelle des lois environnementales ne permet pas de cibler l'entièreté des problématiques environnementales; autrement dit, la majorité des actes dommageables à l'environnement sont soit ignorés ou légitimés par cette dernière. Pour outrepasser cette lacune, la criminologie verte inclut à la fois les dommages environnementaux (les actes dommageables à l'environnement qui ne sont légitimés par la loi) et les crimes environnementaux (les actes dommageables à l'environnement qui sont sanctionnés par la loi); de plus, elle questionne les problématiques environnementales en des termes de justice plutôt que légaux. Selon White (2013b, p.4) :

the expanded notions of justice and harm (...) are what set green criminology apart from mainstream and conventional criminology. Justice is not confined to situations where the law has been properly adhered to or administrated; justice is achieved when the rights of the people, the environment, and, depending on your justice framework, the rights of the other species have been upheld.

White & Heckenberg (2014) décrivent cette notion de justice selon les quatre propositions suivantes : premièrement, la justice doit être un processus actif; deuxièmement, la justice doit maximiser la liberté; troisièmement, la justice doit percevoir les problématiques de façon holistique; et, quatrièmement, la justice a des dimensions temporelles et spatiales. Et, pour améliorer la détection, la compréhension et la répression des dommages environnementaux pouvant causer une injustice, la criminologie verte propose deux outils d'analyse : l'éco-

---

<sup>3</sup> Notons que cette approche s'appuie sur la notion de spécisme et soulève des questionnements moraux notamment abordés dans les domaines de la psychologie morale (voir Joy, 2005), de l'écoféminisme (voir Adams, 1990; Lane, 1998) et de l'éthique animale (voir Giroux, 2011; Jeangène Vilmer, 2011).

justice (voir White, 2008) et l'*horizon scanning*<sup>4</sup> (voir White & Heckenberg, 2011; White & South, 2011).

L'éco-justice cherche à conceptualiser les préjudices environnementaux et se décline, donc, selon trois méthodes conceptuelles interconnectées entre elles : *environmental justice and human rights*, *ecological justice and ecological citizenship* ainsi que *species justice and animal rights*. La première méthode questionne la qualité de vie humaine par des concepts d'équité et de responsabilité intergénérationnelle, alors que la seconde perçoit l'humain comme une composante d'un système complexe où les dommages environnementaux doivent être compris selon l'intervention de l'humain dans ce même système. La troisième méthode, quant à elle, suscite des questionnements beaucoup plus récents et controversés de par son intérêt à l'éthique et le droit des animaux. Elle base son argumentaire à la fois sur le concept de spécisme, introduit dans la discipline criminologique par Beirne (1999), et sur l'idée que les animaux possèdent le droit de ne pas souffrir (elle rejoint ainsi l'approche de la *speciesist criminology* vue dans le tableau 1). Westerhuis, Walters & Wyatt notent (2013, p.4) :

On some level, the three orientations can be seen as the evolution of rights within green criminology, where at first rights for humans were extended to include the health of their environments. This was an important step in recognising the often discriminatory nature of pollution and other environmental degradation, but it still remained focused on humans as the only legitimate victims. Right then expanded further to include the environment itself as having intrinsic value and then expanded again to include other species having the right to life and freedom from suffering. These non-anthropogenic concepts of justice are fundamental to the uniqueness of green criminology and to its ability to enhance the criminal gaze. These orientations guide green criminologists in problematising once-invisible injustices that were occurring with the degradation and destruction of the environment.

---

<sup>4</sup> Notons que l'*horizon scanning* est un outil développé en dehors du champ criminologique il y a de cela quelques décennies. Il vise notamment l'identification de problématiques futures et se décline selon différents modèles d'application. Pour plus d'informations, le document « Models of horizon scanning : How to integrate horizon scanning into european reseach and innovation policies » publié par le Competence Center Foresight (2015) offre une synthèse intéressante de l'outil. Le document peut être repéré à l'adresse suivante : [http://www.isi.fraunhofer.de/isi-wAssets/docs/v/de/publikationen/CU\\_ERL\\_PW\\_Models-of-Horizon-Scanning.pdf](http://www.isi.fraunhofer.de/isi-wAssets/docs/v/de/publikationen/CU_ERL_PW_Models-of-Horizon-Scanning.pdf)

Quant à l'*horizon scanning*, il se définit par une approche plus systématique visant la détection des dommages environnementaux émergents ainsi que la recommandation de stratégies potentielles permettant d'atténuer ces derniers ou encore de s'y adapter (White & South, 2013). Plus spécifiquement :

horizon scanning is premised upon three interrelated tasks. These include attempts to theorise causal forces in regards to any specific issue; to employ multidisciplinary methods; and to deliberate on potential policy responses. Theory, in this instance, is based upon the key factor of anthropogenic cause – that is, the interest is in human responsibility for harm and thus issues pertaining to identification of specific perpetrators and degrees of culpability. Methodologically, the concern is to use a wide variety of methods and insights in an eclectic fashion in order to expose broad patterns of action (and omission) and causal chains of harm. Policy refers to matters relating to regulation and enforcement strategies, as well as issues of remediation and compensation. Any analysis based upon horizon scanning will most likely involve creative lateral thinking and plans of intervention that may occasionally sit uncomfortably with the existing institutional status quo (White & South, 2013, p.14).

Ainsi, l'*horizon scanning* cherche à compléter les trois tâches suivantes : (1) théoriser les mécanismes qui sous-tendent les problématiques environnementales par (2) l'utilisation de méthodes multidisciplinaires afin de (3) prescrire des réponses politiques. Pour ce faire, l'*horizon scanning* met de l'avant trois orientations, que nous avons regroupées dans le tableau suivant, pouvant être empruntées afin d'améliorer la détection des problématiques.

**Tableau 2 : Orientations de l'*horizon scanning***

---

***Substantive orientations***, où l'accent est mis sur les notions (1) de *risque*, soit la prédiction ou l'appréhension d'un danger environnemental; (2) de *dommages* ayant des conséquences immédiates sur le bien-être ou l'intégrité des populations humaines, non-humaines et/ou écosystémiques; et (3) de *cause*, où l'accent est mis sur des processus étant nécessairement liés aux activités humaines.

---

---

**Justice orientations**, où cette orientation est, en fait, une intégration de la perspective d'éco-justice et comprend donc les trois méthodes conceptuelles suivantes : (1) *environmental justice*, (2) *ecological justice* et (3) *species justice*.

---

**Futures orientations**, qui se décline selon trois principes inhérents à la notion de justice, soit : (1) *intergenerational equality*, qui vise un bien-être des générations futures égal sinon supérieur à celui des générations actuelles; (2) *precautionary principle*, qui suppose que même si la menace d'un danger n'est pas scientifiquement établie, on devrait tout de même le considérer et prendre les mesures nécessaires à la contrecarrer; et (3) *transference over time*, où il est suggéré que les dommages environnementaux aient des effets cumulatifs pouvant s'aggraver avec le temps.

---

Fondamentalement, l'*horizon scanning* s'articule autour de l'idée que les problématiques environnementales sont de nature anthropique. Dès lors, l'intérêt est de spécifiquement identifier les responsables, leur degré de culpabilité ainsi que les mécanismes de perpétration (ou d'omission) employées, et ce, par l'utilisation de diverses méthodes et techniques (White & Heckenberg, 2014). L'application de l'*horizon scanning* permet d'offrir une contribution substantielle à la compréhension des problématiques environnementales dont, notamment, celle des changements climatiques puisqu'elle amène le chercheur à poser un regard nouveau sur ces derniers. Par exemple, Agnew (2011) offre une analyse théorique des changements climatiques, en utilisant l'*horizon scanning*, et arrive à la conclusion que ces derniers devraient être le principal facteur de criminalité à mesure que l'on progresse dans le 21<sup>ème</sup> siècle. Selon lui, les conséquences des changements climatiques augmenteront les sources de tension, diminueront le contrôle social et affaibliront sources de support sur le plan social de façon à favoriser les opportunités criminelles. Ainsi, plus les effets des changements climatiques augmenteront et moins les populations seront enclines et aptes à agir contre ces derniers. L'analyse d'Agnew est importante puisqu'elle contredit la littérature sur le sujet (voir Agnew, 2012) - où il est supposé que la « menace » grandissante des changements climatiques incitera les populations à agir contre ceux-ci - et prévient de la possibilité que l'augmentation des conséquences engendre une hausse importante de la criminalité et des conflits violents. Malgré la contribution d'Agnew, encore très peu de criminologues choisissent de se pencher sur le phénomène des changements climatiques.

## **Criminologie verte et changements climatiques**

Il a fallu un certain temps avant que la criminologie reconnaisse les changements climatiques comme une problématique pertinente à la discipline (Lynch & Stretesky, 2010). Comme le mentionne White & Heckenberg (2014), « climate change is the most important international issue facing humanity today, yet until recently criminology has devoted little attention to it » (p.101). Et encore aujourd'hui, très peu de criminologues choisissent de s'intéresser à la question; néanmoins, certains auteurs ont analysé les changements climatiques selon différents aspects. Notamment, Kramer & Michalowski (2012) examinent l'idée que les changements climatiques soient un state-corporate crime; Nobo et al. (2012) s'intéressent aux divers crimes pouvant découler des désastres naturels; Heckenberg (2012) se penche plus particulièrement sur les victimes des changements climatiques; Sollund (2012) étudie les politiques actuelles permettant les changements climatiques; Lynch et al. (2012) proposent de nouvelles politiques pouvant être davantage efficaces sur le plan environnemental; et Fussey & South (2012) examinent le concept de sécurité environnementale.

Afin de soulever le potentiel de contribution de la criminologie verte à l'étude des changements climatiques, White & Heckenberg (2014) dressent une liste de huit problématiques (tableau 3) découlant de ces derniers et sur lesquelles il importerait que les criminologues se penchent. Selon White & Heckenberg, « there is no doubt that global

### **Tableau 3 : Problématiques soulevées par les changements climatiques**

---

***Climate change and social conflicts over natural resources***, où l'intérêt se porte sur les difficultés d'accès à la nourriture, l'eau et les sources d'énergies ainsi que les questions relatives à la sécurité nationale et internationale.

---

***Climate change and the body***, où l'intérêt se porte sur la dégradation de la santé humaine en lien, notamment, avec les aliments génétiquement modifiés ou les polluants utilisés dans les processus associés aux changements climatiques.

---

***Climate change and the natural disasters***, où l'intérêt se porte sur l'augmentation de la criminalité associée aux catastrophes naturelles dont la gravité ainsi que la probabilité d'occurrence devraient s'intensifier avec les conséquences climatiques.

---



---

***Climate change and paradoxical harms***, où l'intérêt se porte sur les conséquences engendrées par des méthodes et des techniques utilisées pour contrer les changements climatiques (la géo-ingénierie pourraient être ainsi considéré par cette catégorie).

---

***Climate change and carbon emissions trading***, où l'intérêt se porte, entre autres, sur la criminalité économique pouvant découler des mesures d'atténuation telles que le marché de carbone.

---

***Climate change and victimization***, où l'intérêt se porte sur la façon dont les changements climatiques ainsi que les politiques mises en place pour les contrer affectent certaines populations plus vulnérables.

---

***Climate change, the law and the precautionary principle***, où l'intérêt se porte sur le caractère incertain et potentiel des dangers environnementaux et la façon dont les lois devraient considérer de tels risques selon le principe de précaution.

---

***Climate change and injustice***, où l'intérêt se porte sur les facteurs clés de perpétration des changements climatiques, particulièrement les processus de production et de consommation en lien avec les relations de pouvoir.

---

warming, affecting world's climate system, will have massive and ongoing consequences for humanity, eco-systems and non-human animals for many years to come » (p.104).

La dernière problématique mentionnée dans le tableau, soit *climate change and injustice*, soulève des questionnements essentiels à l'étude des changements climatiques. Lynch, Long, Barrett & Stretesky (2013) posent d'ailleurs la question suivante : *is it a crime to produce ecological disorganization?* Selon eux, il est essentiel de reconnaître que les modes de production actuels sont, en soi, contradictoires à un système écologique en santé et que, de ce fait, les criminologues verts devraient commencer à identifier les processus responsables des dommages environnementaux :

Until green criminology can become radical enough to take such a stance, it has done little more than open an academic space where a small portion of criminologists can call attention to the ecological ills and harms that routinely occur around us. The solution to these problems is not to merely say 'Ah, here is something criminologists ought to study', but to identify the forces that drive that process so they can be remediated (p.15).

Néanmoins, Lynch, Long, Barrett & Stretesky (2013) en arrivent à la conclusion que le capitalisme est la principale cause des dommages environnementaux et exhortent les criminologues verts à reconnaître ce « fait » : « the problem is capitalism and crimes of ecological disorganization. The sooner green criminologists recognize this, the better equipped they will be to understand the real problem and what must be done » (p.15). Si la majorité des dommages environnementaux menant aux changements climatiques prennent, en effet, place au sein d'un système capitaliste, cela ne signifie pas que ce dernier soit *le* responsable. Une telle affirmation est, même, plutôt vide de sens. Comme l'expliquent White & Heckenberg (2014), « while a system can be seen to be blamed (...) for environmental degradation, it is nevertheless perplexing when it comes to assigning specific responsibility. Systems are deemed to be blameworthy, but they are not *responsible*, insofar there is no single 'controlling mind' » (p.22).

De façon très vulgarisée, le capitalisme, en opposition au communisme où chaque citoyen reçoit le même « panier de consommation » de la part d'un gouvernement central, favorise un libre marché basé sur l'offre des entreprises et la demande des consommateurs. Il permet ainsi au citoyen consommateur de lui-même choisir ce qu'il souhaite mettre dans son « panier de consommation ». Il serait facile de supposer que si les citoyens étaient réellement sensibles à la préservation de l'environnement, ils décideraient de minimiser leur consommation de biens et ou de services engendrant des dommages environnementaux - la même supposition pourrait être faite à l'égard des entreprises et des gouvernements. Toutefois, il importe de mentionner qu'une telle prise de décision, au sein d'une société où les risques sont globaux, ne s'avère en réalité pas aussi simple. Selon Beck (1992), les risques notamment associés à l'environnement sont d'une complexité si importante qu'il est souvent difficile de bien les comprendre ainsi que de les calculer et les prévoir; de ce fait, les différents acteurs de la société se retrouvent confrontés à des situations où leurs sens de la responsabilité et de la moralité se voit obscurci par des risques potentiels qu'ils saisissent difficilement. Autrement dit, même les citoyens les mieux informés peuvent se retrouver dans une situation où il leur est difficile de discerner ce qui constitue la « bonne » décision à prendre en matière de préservation de l'environnement.

Dès lors, « a simplistic blaming of capitalism therefore, provides little more than rethorical shortland for ‘something is wrong’, rather than providing a guide to who, precisely, is doing what within the overarching parameters of global capitalism (White & Heckenber, 2014, p.22) ». Le rôle du criminologue vert serait ainsi d'analyser au-delà même du capitalisme et de plutôt chercher à comprendre les mécanismes qui le sous-tendent et qui permettent la perpétration de dommages environnementaux.

### **La responsabilité environnementale des citoyens**

Bien que la littérature mette de l'avant la responsabilité humaine en exposant les différents secteurs d'activités menant aux changements climatiques, elle ne s'intéresse que très peu au lien entre ces secteurs et les activités quotidiennes des citoyens. Autrement dit, les études se penchent davantage sur la responsabilité des gouvernements et des entreprises à pallier aux changements climatiques et moins sur la responsabilité environnementale des individus. Et pourtant, autant le citoyen contribue de façon significative à la perpétuation des changements climatiques à travers ses choix de consommation et ses habitudes de vie, autant il peut être un acteur de changement important dans la limitation du réchauffement global (Hiller, 2011). Wells, Ponting & Peattie (2011) montrent d'ailleurs qu'il existe un lien très clair entre la perception d'un consommateur face à sa responsabilité environnementale et ses choix de consommation. Ainsi, si un individu croit qu'il a une part de responsabilité face à la protection de l'environnement, ses choix de consommation porteront dans ce sens. Néanmoins, Wells, Ponting & Peattie (2011) mentionnent que la réponse des consommateurs dépend aussi de la capacité de ces derniers à comprendre l'information : « individuals are often confused about environmental issues and are inconsistent in making connections between an issue like climate change and aspects of their own lifestyle and consumption » (p.811). Et il apparaît non seulement que les citoyens sont, en effet, peu informés concernant les changements climatiques mais qu'ils ne se soucient pas suffisamment de ces derniers pour s'informer (Lachapelle et al., 2015). Il est d'ailleurs intéressant d'établir un lien entre ce manque de préoccupation et la perception qu'ont les citoyens de leur propre responsabilité environnementale comparativement à celle qu'ils ont des autres. Wells, Ponting & Peattie (2011) posent la question : « if consumers feel that others, such as governments and

businesses, are more responsible than they are for causing climate change, how would this affect their own behavior and attitude? » (p.813)

Comme mentionné précédemment, la structure actuelle de la loi ne permet pas d'englober toutes les causes des changements climatiques. Autrement dit, seulement certains actes sont sanctionnés par la loi, et ce, pour tous les pays. Si White (2012) met de l'avant cinq crimes environnementaux contribuant aux changements climatiques - soit l'abattage illégal d'arbres, l'émission de fumée noire, la pollution industrielle sans licence, l'exploitation illégale de terres forestières et le défrichage illégal de végétations indigènes -, ces derniers ne représentent qu'une infime partie de tous les actes dommageables à l'environnement et contribuant aux changements climatiques. Il est ainsi possible d'affirmer que ce sont majoritairement *les actes considérés comme légaux*, qu'ils soient commis par les individus, les entreprises ou les gouvernements, qui sont le plus dommageables à l'environnement. Pour cette raison, la criminologie verte suggère de ne pas simplement se pencher sur les crimes environnementaux (soit les actes sanctionnés par la loi) mais aussi, et surtout, sur les dommages environnementaux (soit les actes légitimisés par la loi).

Néanmoins, White (2014) mentionne que le fait même de considérer des actes légaux comme étant des dommages environnementaux est fortement contesté :

Environmental harm is a highly contested concept. This is because much actual harm is perceived to be legitimate and lawful. This is achieved through a combination of embedding harmful practices into everyday activities (such as animal food production and clearfell-based forestry), persuasive propaganda efforts about the value of certain types of environmental and human exploitation (such as income generation and job opportunities), and political manoeuvring around and manipulation of legislation, regulations and rules that allow the destruction and degradation of the environment (such as exceptions that deny animal cruelty provisions being applied to farm animals). This conjunction of forces results in many transgressions against humans, specific biospheres, and animal and plant species to assume the status of simply being “the way the thing are” (p.1).

En ne considérant plus ces actes routiniers comme des « actes légaux » mais plutôt comme des « dommages environnementaux », l'objectif est de rendre visibles des mécanismes d'injustice. Une telle transposition conceptuelle permet ainsi de questionner et de confronter une réalité qui est à la fois socialement acceptée et politiquement légale. Et concernant plus spécifiquement ces actes légaux dommageables à l'environnement qui sont commis à un niveau *individuel*, Agnew (2013, p.58) note :

The ordinary acts have several characteristics : they are widely and regularly performed by individuals as part of their routine activities; they are generally viewed as acceptable, even desirable; and they collectively have a substantial impact on environmental problems. Many specific acts meet these requirements. The most notable include living in a large, suburban home, heated and cooled to comfortable levels; using a gasoline-powered automobile for most transportation; frequently purchasing consumer products; and regularly consuming meat. These activities are hereafter referred to as “ordinary harms” for short. They contribute to ecocide by increasing air, water, and soil pollution; destroying natural habitats and animal life; depleting natural resources; and helping to cause climate change.

D'ailleurs, ces « dommages ordinaires » - soit *ordinary harms* en anglais - ont été largement négligés à la fois par la criminologie traditionnelle et la criminologie verte (Shover & Route, 2005). En effet, ces deux dernières portent généralement leur attention sur les dommages environnementaux commis notamment par les entreprises et les gouvernements alors que, pourtant, ces dommages commis à un niveau individuel ont eux aussi un impact négatif et considérable sur l'environnement.

Agnew (2013) mentionne d'ailleurs que les actes commis par les individus sont encouragés et facilités à la fois par les entreprises et les gouvernements, et qu'il importe ainsi de considérer la dynamique entre ces acteurs afin de bien saisir les problématiques environnementales. Si Agnew n'explique pas son point en regard du système capitaliste, nous voyons ici un lien avec ce dernier. C'est-à-dire, les citoyens consommateurs ont la possibilité de consommer des biens et des services dont la production nécessite une certaine destruction de l'environnement parce

que les entreprises *peuvent* offrir ces biens et services. S'il est possible pour des entreprises de détruire l'environnement afin d'offrir des biens et services, c'est parce que les gouvernements ne mettent pas en place des législations plus sévères ou des pénalités représentatives des dommages environnementaux engendrés, et ce, afin de les dissuader. Et comme les gouvernements ne sensibilisent pas les citoyens sur le réel impact de leurs choix et n'imposent pas, non plus, de taxe environnementale sur les produits de consommation<sup>5</sup>, les citoyens ne rencontrent pas d'obstacles à la consommation de ces biens et services. Et par une consommation massive de ceux-ci, les citoyens envoient un fort signal aux entreprises qui cherchent alors à combler la demande.

En un certain sens, les gouvernements permettent que s'installe entre des citoyens - qui, s'ils sont sensibilisés à l'environnement, risquent néanmoins d'éprouver de la difficulté à faire des choix éclairés dû à la complexité des risques environnementaux - et des entreprises - visant la maximisation de leurs profits - une dynamique comparable à celle d'un cercle vicieux où ce n'est pas seulement l'environnement qui est en jeu, mais aussi le bien-être des populations humaines et non-humaines. Par conséquent, la disposition des individus à s'engager à commettre des « actes ordinaires » dommageables à l'environnement est élevée, alors que celle de s'engager vis-à-vis de la protection de l'environnement est faible (Agnew, 2013).

Si Agnew (2013) souligne l'importance de se pencher sur les actes ordinaires commis par les individus afin de comprendre les problématiques environnementales, et donc, les changements climatiques, il importe toutefois de noter que l'impact même de ces actes sur les changements climatiques fait l'objet de débats. Par exemple, le philosophe Sinnott-Armstrong (2005) croit que les changements climatiques ne sont pas la faute des individus puisque, notamment, l'impact de leur empreinte environnementale individuelle est absolument minime dans la « balance totale ». De ce fait, un acte aussi banal qu'aller se promener en voiture pour le plaisir ne causerait pas le réchauffement climatique :

---

<sup>5</sup> Imposer une taxe environnementale sur les produits alimentaires les plus polluants, soit les différents types de viande, afin de diminuer leur consommation permettrait non seulement de contribuer significativement à la limitation des changements climatiques mais aussi à une meilleure santé des populations (voir Springmann et al., 2016).

Greenhouses gases (such as carbon dioxide and water vapor) are perfectly fine in small quantities. They help plants grow. The problem emerge only when there is too much of them. But my joyride itself does not cause the massive quantities that are harmful (p.298).

Dès lors, Sinnott-Armstrong soutient que les changements climatiques se produisent sur une échelle à ce point globale que ses actions individuelles n'ont aucun impact sur ceux-ci et n'affectent donc pas le bien-être de qui que ce soit. Selon lui, tous ces actes habituels, ou ordinaires, ne devraient pas être considérés comme une cause des changements climatiques ni même des conséquences découlant de ceux-ci puisque les individus qui les commettent, lui compris, n'ont pas cette *intention* de causer un dommage.

Néanmoins, l'argument de Sinnott-Armstrong paraît plutôt fallacieux. Selon le philosophe Hiller (2011), cette idée - qu'il nomme *individual causal inefficacy* - selon laquelle « most or all common individual actions, and even full individual lives, are too casually insignificant to make *any* difference with regard to climate change (p.349) », est fondamentalement fautive pour deux principales raisons.

Premièrement, s'il est possible que l'impact d'une seule action individuelle est à ce point minime qu'elle ne peut, à elle seule, avoir une influence sur les changements climatiques, l'accumulation des actions individuelles de tous les individus, par contre, possède une influence certaine sur ceux-ci. Autrement dit, il importe de considérer une action individuelle, en soi, dans le calcul des changements climatiques puisque celle-ci est répétée à la fois par l'individu qui la commet mais aussi par un nombre important d'autres individus.

Deuxièmement, Hiller soulève le fait qu'il soit, en fait, possible qu'une seule action individuelle puisse faire une différence notable en regard des changements climatiques. Comme il est *impossible* de connaître tous les mécanismes des changements climatiques, et ce, dans leur entièreté, il serait incorrect de discréditer la possibilité qu'une seule action individuelle ne puisse être celle qui engendre l'impact manquant et nécessaire à un changement dans le système climatique. Hiller associe d'ailleurs cette supposition au principe

de la responsabilité morale stipulant qu'il est immoral de performer un acte sachant qu'il *pourrait* causer des dommages, et ce, même s'il est performé sans l'intention que ces dommages ne soient causés. Le principe de la responsabilité morale est d'ailleurs similaire au principe de précaution mis de l'avant par l'*horizon scanning* (voir le tableau 2), où il est supposé que même la possibilité qu'un danger survienne n'est pas scientifiquement établie, ce dernier devrait être considéré et des précautions devraient être prises afin de le limiter.

Pour ces raisons, Hiller souligne que les individus se doivent d'être informés sur les possibles conséquences de leurs choix et actions. Il ajoute : « individuals ought on certain occasions to reflect upon the effects of many ordinary actions and formulate what are likely to be an updated set of practices » (p.364).

### **La conscientisation des citoyens par les médias**

À ce jour, quelques criminologues se sont penchés sur les représentations médiatiques des problématiques environnementales, notamment : Lynch, Stretesky & Hammond (1989) ont examiné les représentations médiatiques de la catastrophe industrielle de Bhopal; Lynch, Nalla & Miller (2000) se sont penchés sur les représentations, en Floride, des crimes « chimiques »; Jancell (2007) s'est penché sur les représentations des violations associées au raffinement de pétrole; et Fitzgerald & Baralt (2010) ont, quant à eux, examiné les représentations de responsabilités associées à la contamination de poissons au mercure. Néanmoins, la littérature actuelle de la criminologie verte ne semble pas explorer la couverture médiatique des changements climatiques, et encore moins le lien entre les représentations médiatiques des dommages environnementaux et la perception qu'ont les citoyens de leur responsabilité environnementale.

Selon Brisman (2012) : « our appreciation of environmental harms and crimes is limited and incomplete without an understanding of the social construction of environmental harms and crimes » (p.117); de ce fait, il mentionne que la criminologie verte devrait accorder une plus importante attention aux représentations médiatiques des crimes et des dommages environnementaux, particulièrement celles associées aux changements climatiques,



puisqu'elles ont une influence certaine sur la façon dont les citoyens comprennent le phénomène des changements climatiques et agissent par rapport à ce dernier. Il explique :

(...) just as the media (newspapers, television, radio, and the Internet) tell a story of crime that we store away in our consciousness to be used when we make decisions in our everyday lives, they also tell a story about nature, environment, and environmental harm that we store away in our consciousness to be used when we make decisions in our everyday lives (p.47).

Si la croissance économique prônée par les dirigeants politiques ainsi que les modes de production industriels appliqués par les entreprises contribuent aux changements climatiques, le citoyen fait lui aussi partie de l'équation. Il apparaît ainsi pertinent et nécessaire de se pencher sur la façon dont les médias « construisent » les crimes et les dommages environnementaux associés aux changements climatiques, et la façon dont ces constructions peuvent influencer le citoyen dans ses choix et actions quotidiennes. Une telle analyse renvoie au concept de cadrage, ou *framing* en anglais, pouvant être défini comme une approche constructiviste s'intéressant aux mécanismes cognitifs de la codification et de l'interprétation de l'information par les médias, les citoyens et les dirigeants politiques (Pan & Kosicki, 1993). Plus spécifiquement, le cadrage s'intéresse à la façon dont l'information présentée par les médias influence la façon dont elle est interprétée par un individu (Scheufele & Tewksbury, 2007). L'effet de cadrage suppose que les médias ont le libre choix d'accepter ou non l'information telle qu'elle est présentée, soit, par exemple, par les dirigeants politiques (Broustau, 2007). Autrement dit, une même information peut être présentée de diverses façons à la population de façon à influencer son jugement selon un angle plutôt qu'un autre.

En opposition au contesté paradigme des effets limités des médias popularisé par Lazarfield (1968), on retrouve ainsi l'idée que les médias ont une influence massive sur l'opinion publique. L'intérêt se situe sur l'interaction entre les médias, les citoyens et les dirigeants politiques. Deux concepts en émergent, soit l'*agenda-setting* et l'*agenda-building*. Si l'objectif de l'*agenda-setting* est de comprendre l'influence exercée par l'agenda des médias sur celui du public, en renvoyant ainsi à une relation de causalité déterministe, l'objectif de l'*agenda-*

*building* est plutôt de comprendre comment se forme à la fois l'agenda des médias, des citoyens et des dirigeants politiques en considérant une interaction réciproque et complexe entre ces derniers (Charron, 1995). Ce sont les limites de l'*agenda-setting* qui ont mené à l'élaboration de l'*agenda-building* et, de ce fait, ce dernier est généralement préféré au premier puisque la relation de réciprocité qu'il suggère permet de combler davantage de lacunes dans l'explication des représentations médiatiques.

Et alors que les populations les plus vulnérables expérimentent directement les changements climatiques, la conscientisation des populations les plus privilégiées passe principalement par les médias (White & Heckenberg, 2014). Néanmoins, la façon dont les médias présentent l'information ne détermine directement pas l'engagement des citoyens, elle forme plutôt des *possibilités* d'engagement pour ces derniers (Boykoff, 2011). Brisman (2012), suggère ainsi aux criminologues verts de se questionner non seulement sur la façon dont les crimes et les dommages environnementaux sont rapportés par les médias, mais aussi sur la façon dont ces derniers construisent les problématiques environnementales, telles que les changements climatiques, et comment cette construction influence l'opinion des citoyens à agir ou non vis-à-vis de ces problématiques. Plus spécifiquement, les criminologues verts devraient se demander : « What environmental crimes, harms and risks are being reported? What environmental crimes, harms and risks are *not* being reported? What causes and consequences (if any) are being reported? Who bears the responsibility for environmental crimes, harms and risks? » (Brisman, 2012, p.64).

### **Objectifs de recherche**

L'influence des activités humaines sur le système climatique est désormais indéniable. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), le réchauffement global de l'atmosphère et des océans a engendré des changements climatiques sans précédent. Les effets cumulatifs et diffus de ces derniers sont tels que, même si nous cessons d'émettre toute forme de gaz à effet de serre dès aujourd'hui, ils seront tout de même ressentis pendant de nombreux siècles. Alors que les glaciers fondent, que le niveau de la mer augmente et que

les océans s'acidifient, ce sont les populations les plus vulnérables qui sont actuellement le plus gravement touchées par les conséquences qui en découlent.

Si les changements climatiques sont, à la base, des phénomènes physiques principalement causés par les modes de production industriels, ils sont devenus un phénomène social et particulièrement un enjeu politique. En les définissant notamment comme une menace à la sécurité, les dirigeants politiques occultent les véritables causes des changements climatiques et centrent leur stratégies de « lutte » sur l'atténuation et l'adaptation, toutes deux caractérisées par une croissance économique et un développement des technologies. De ce fait, les dirigeants politiques sont impuissants à contrer les risques des changements climatiques puisqu'ils continuent à participer à leur création.

Alors que les scientifiques appellent à une urgence d'agir, il apparaît que non seulement les citoyens canadiens ne se sentent pas réellement concernés par les changements climatiques mais que seulement la moitié d'entre eux croient que ces derniers soient à la fois réels et principalement de nature anthropique (Lachapelle et al., 2015). Afin d'expliquer une telle contradiction, il est intéressant de se pencher sur la façon dont les médias construisent les changements climatiques en tant que problématique environnementale. Plus spécifiquement, la criminologie verte suggère de se pencher sur la façon dont les crimes et les dommages environnementaux sont représentés par les médias, et la façon dont ces représentations influencent les choix et les comportements quotidiens des citoyens ainsi que leur compréhension du rôle qu'ils jouent quant aux changements climatiques.

Et en analysant les dommages environnementaux sous des conceptions de justice, cela amène nécessairement une reconsidération de notre rapport même à l'environnement ainsi qu'aux espèces non-humaines. Comme le mentionne White (2012), la façon dont nous interprétons et répondons aux changements climatiques dépend de la façon même dont nous définissons les dommages environnementaux et envisageons non seulement la protection des droits environnementaux mais aussi celle des animaux humains et non-humains.

L'objectif principal de ce mémoire est de défricher une criminologie verte pertinente à l'étude des changements climatiques et des problématiques environnementales associées. Pour ce faire, notre analyse s'appuie sur l'approche constructiviste de la criminologie verte (tableau 1) et vise à répondre aux objectifs spécifiques suivants : (1) sonder les représentations médiatiques des changements climatiques à un moment précis et plus spécifiquement; (2) identifier les crimes, les dommages et les risques environnementaux qui sont reportés par les médias; (3) identifier les causes et les conséquences qui sont reportées par les médias; (4) identifier quels acteurs portent la responsabilité pour ces crimes, ces dommages, ces risques, ces causes et ces conséquences selon les médias; et (5) explorer comment ces représentations médiatiques peuvent influencer la compréhension des citoyens québécois quant à leur propre responsabilité environnementale.

Ce sont deux principales contributions à l'avancement des connaissances qui sont anticipées dans ce mémoire. D'abord, par l'atteinte des objectifs spécifiques, nous souhaitons apporter une contribution empirique à l'étude des représentations médiatiques des changements climatiques - et, plus spécifiquement, aux représentations médiatiques des problématiques environnementales menant et découlant de ces derniers; l'apport de données empiriques étant particulièrement pertinent au sein de la criminologie verte considérant que celle-ci est une science émergente et principalement axée sur des réflexions théoriques. Ensuite, par l'atteinte de l'objectif principal, nous visons à offrir des pistes de réflexion quant au développement d'une criminologie verte qui permettrait de mieux cerner, étudier et analyser le phénomène des changements climatiques.

## **CHAPITRE 2 : Méthodologie**

Comme mentionné précédemment, notre étude s'appuie sur l'approche constructiviste de la criminologie verte afin d'explorer comment les représentations médiatiques des changements climatiques, et plus particulièrement celles des dommages environnementaux qui les causent, peuvent influencer la compréhension des individus vis-à-vis de leur propre responsabilité environnementale. Considérant qu'il n'existe pas, à notre connaissance, de littérature sur cette question précisément, et ce, même au sein de la discipline criminologique verte, notre étude se veut exploratoire.

Ainsi, ce deuxième chapitre définit la méthodologie employée afin de répondre à nos objectifs de recherche. Nous discuterons, d'abord, de nos choix méthodologiques, soit la recherche qualitative et l'analyse de contenu. Ensuite, nous nous pencherons sur les processus de sélection des données pertinentes à l'étude, puis nous présenterons la stratégie utilisée pour l'analyse des données. Nous concluerons finalement sur les forces et les limites de notre étude.

## **Les choix méthodologiques**

### **Une recherche qualitative**

La recherche qualitative est un ensemble de méthodes se concentrant principalement sur l'interprétation des phénomènes sociaux, plus particulièrement sur les contextes, les sens sous-jacents et les processus de ces derniers (Altheide, 1996).

Il n'y a pas de consensus quant à la définition même de la recherche qualitative, celle-ci variant alors d'un auteur à l'autre (Hammersley, 2012). Néanmoins, les définitions existantes convergent généralement vers un point commun, soit la nature naturaliste et interprétative de la recherche qualitative. Comme le mentionnent Corbin, Strauss & Strauss (2014), « qualitative research is not meant to have a lot of structure or rigid approach to analysis. It is an interpretative, very dynamic, free-flowing process, and unless researchers understand of what they are trying to do, they lose these aspects of analysis » (p.1). La recherche qualitative accorde ainsi au chercheur la liberté de sa propre subjectivité au moment de l'interprétation.

De ce fait, elle nécessite l'immersion totale du chercheur au sein de son sujet de recherche afin qu'il puisse bien cerner et décrire les différents discours de ce dernier (Altheide, Coyle, DeVriese & Schneider, 2008). Ce type de recherche se définit notamment par la souplesse qu'elle permet lors de la construction de l'objet d'étude, mettant de l'avant le processus d'interaction continue entre le chercheur et son sujet de recherche (Anadón, 2006) où une « discussion conceptuelle » s'installe entre ces derniers (Altheide, Coyle, DeVriese & Schneider, 2008).

Selon nos objectifs, nous cherchons à interpréter certains processus particuliers d'un phénomène social et c'est pour cette raison que la recherche qualitative est la plus appropriée. Cette dernière permet de se pencher sur le discours même des médias, et plus spécifiquement sur la façon dont ils « construisent » les changements climatiques à travers l'utilisation spécifique de certains mots et d'expressions suggérant des sens et des thèmes sous-jacents. Notons que nous situons ainsi notre approche théorique au sein même du constructivisme, où le chercheur questionne son sujet d'étude en supposant que la réalité est, en soi, une construction (Armstrong, 2013). Selon cette supposition, les changements climatiques seraient, certes, un phénomène physique à part entière mais ils seraient aussi une construction sociale; formulé autrement, si les changements climatiques existent indépendamment des interprétations qui lui sont faites - étant une réalité en eux-mêmes - ils sont aussi et surtout une réalité construite par divers acteurs sociaux, notamment les médias. Cela rejoint ainsi la réflexion de Hulme (2009) que nous avons partagé dans la revue de littérature : « as society has been increasingly confronted with the observable realities of climate change and heard of the dangers that scientists claim lie ahead, climate change has moved from being predominantly a physical phenomenon to being simultaneously a social phenomenon. And these two phenomenoma are very different » (p.xxv).

La recherche qualitative suggère un ensemble de méthodes de recherche et, comme nous souhaitons analyser le discours des médias, l'analyse de contenu se présente comme étant la méthode la plus judicieuse.

## **L'analyse de contenu**

Tout comme l'ethnographie, la phénoménologie, la théorie ancrée ou encore la recherche historique, l'analyse de contenu est l'une des méthodes de recherche de la recherche qualitative. Elle se définit à travers un processus d'analyse à la fois subjectif et systématique où, plus spécifiquement, le chercheur met de l'avant certaines dimensions d'un texte, compte l'occurrence de ces dimensions et analyse la relation existant entre ces dimensions (Hansen, 1998). De ce fait, l'objectif est de produire des inférences valides à partir de certains textes (Weber, 1990).

Hansen (1998) note que l'analyse de contenu fut l'objet de débats importants, à savoir : « how far content analysis could be used for making informed inferences either from texts to conditions, intentions, and factors circumscribing the production of texts, or from texts to their social impact, influence, interpretation and reception » (p.94). Autrement dit, jusqu'à quel point est-il possible pour un chercheur de cerner et interpréter le sens d'un texte, et ce, que ce soit le sens voulu par les auteurs ou encore le sens perçu par les lecteurs? Bien que cette question reste pertinente, Hansen mentionne qu'elle ne justifie pas des débats aussi importants puisqu'ils s'appuient sur la supposition, issue du positivisme, que l'analyse de contenu *se doit d'être essentiellement objective*. Selon lui, une telle objectivité scientifique n'existe pas : « that objectivity in content analysis as in any other kind of scientific research is an impossible ideal serving only to cover cosmetically and mystify the values, interests, and means of knowledge production which underpin such research » (p.95).

Hansen (1998) définit le processus de l'analyse de contenu selon six étapes distinctes : (1) la définition de la problématique de recherche; (2) la sélection du média et de l'échantillon; (3) la définition des catégories d'analyse; (4) la classification; (5) la vérification de la fiabilité du schéma de classification et; (6) l'analyse.

Nous avons, jusqu'à présent, complété la première étape soit la définition de notre problématique de recherche. Dans la section suivante, soit *la collecte des données*, nous réaliserons la deuxième étape. Nous nous pencherons sur la troisième, quatrième et cinquième



étapes dans la section de *l'analyse des données*. Pour ce qui est de la dernière étape, les résultats de l'analyse seront présentés dans le chapitre suivant.

### **La collecte des données**

Il existe d'ailleurs trois catégories de documents pertinents à l'analyse de contenu : les documents primaires, les documents secondaires et les documents auxiliaires (Altheide, Coyle, DeVriese & Schneider, 2008). Les documents primaires constituent l'objet d'étude en soi - article de journal, verbatim, etc. -, alors que les documents secondaires réfèrent à des enregistrements traitant des documents primaires tels que des notes de terrain. Les documents auxiliaires, quant à eux, sont plutôt des suppléments à la recherche et ne servent ainsi qu'à appuyer les documents primaires et secondaires. Comme nous souhaitons, pour cette étude, analyser directement les représentations médiatiques des changements climatiques au sein de périodiques québécois, le choix des documents d'analyse se porte à ceux de type primaire.

### **La sélection des données**

La deuxième étape de l'analyse de contenu, soit *la sélection du média et de l'échantillon*, se divise selon les trois phases suivantes : *la sélection du média et des titres*; *le choix de la période couverte par l'étude* et *la sélection des données pertinentes au corpus* (Hansen, 1998).

#### *La sélection du média et des titres*

Le français étant la principale langue de la province québécoise, l'analyse d'au moins un périodique francophone allait de soi. Néanmoins, nous souhaitons aussi intégrer un périodique anglophone à notre analyse dû à l'importance de l'anglais comme langue seconde (voir Gouvernement du Québec, s.d.). Pour ce dernier, nous avons sélectionné *The Montreal Gazette* puisqu'il est le périodique anglophone le plus populaire au Québec avec un lectorat de près de 500 000 personnes (Centre d'études sur les médias, s.d.). Pour ce qui est du périodique francophone, le choix a demandé une plus longue réflexion. Si *Le Journal de Montréal* est le plus populaire au Québec avec plus de 1 250 000 lecteurs, *La Presse* le talonne de très près avec un lectorat de près de 1 120 000 personnes (Centre d'études sur les médias, s.d.). Nous

avons finalement opté pour *La Presse* considérant qu'elle permet un accès direct via son site internet à des journaux régionaux regroupant à eux six un lectorat de plus de 800 000 personnes, soit *La Tribune* (Sherbrooke), *La Voix de l'Est* (Granby), *Le Droit* (Ottawa-Gatineau), *Le Nouvelliste* (Trois-Rivières), *Le Quotidien* (Saguenay) et *Le Soleil* (Québec) qui seront aussi intégré à notre sélection; *La Presse* rejoint ainsi la population québécoise selon une plus vaste étendue contrairement au *Journal de Montréal* qui est davantage « local ».

De ce fait, les périodiques sélectionnés sont *The Montreal Gazette*, *La Presse*, *La Tribune*, *La Voix de l'Est*, *Le Droit*, *Le Nouvelliste*, *Le Quotidien* et *Le Soleil*.

#### *Le choix de la période couverte par l'étude*

La deuxième étape, quant à elle, a suscité un questionnement important. Giroux mentionne : « l'analyse de la couverture médiatique qui n'est pas liée à des événements occasionnels, comme des attentats ou des désastres, exige l'utilisation d'un matériel qualifié de « raisonnablement représentatif » par Hansen et ses collaborateurs » (p.87). La question se posait ainsi à savoir quelle période de temps serait la plus appropriée pour analyser la couverture médiatique des changements climatiques au Québec.

Au moment de commencer notre revue de littérature, la Conférence de Paris sur le climat venait d'avoir lieu il y a à peine quelques mois - cette dernière étant généralement référée en tant que COP 21 puisqu'elle est la 21<sup>ème</sup> Conférence des Parties, où COP est issu de l'anglais pour *Conference of the Parties*. Il nous semblait ainsi intéressant de saisir cette fenêtre considérant que la Conférence de Paris constitue, en soi, une opportunité pour les médias de discuter des changements climatiques. Avant de poursuivre dans le processus de sélection des données, il importe de clarifier ce que sont les Conférences des Parties et, plus spécifiquement, le contexte dans lequel prend place la Conférence de Paris.

C'est à Rio de Janeiro, en 1992, que les pays participant à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement adoptent le premier traité international sur la « lutte » aux changements climatiques (ONU, s.d, UNFCCC, 1992, s.d. a et b). Ce traité, soit la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ou CCNUCC, est une

tentative ambitieuse de l'ONU visant la réduction du réchauffement global sans contraintes juridiques. Suite à sa ratification, il entre en vigueur en 1994 permettant ainsi la mise en place des Conférences des Parties. Ces dernières constituent, en fait, l'organe décisionnel de la CCNUCC. Une fois par année et dans une ville différente, les parties signataires de la Convention se réunissent afin de réviser la mise en oeuvre de cette dernière (UNFCCC, s.d. b). Lors de la première Conférence à Berlin, en 1995, les parties sont conscientes que les clauses de la Convention « se révéleraient insuffisantes pour répondre de façon adéquate aux changements climatiques » et lancent, donc, « une nouvelle série de négociations pour débattre d'engagements plus fermes et plus détaillés » (ONU, s.d.). C'est finalement à la COP 3, à Kyoto, en 1997, que les négociations mènent à l'adoption du premier protocole juridiquement contraignant pour les parties. Le protocole de Kyoto, entré en vigueur en 2005, prend place entre 2008 et 2012 où les pays industrialisés s'engagent à réduire leur émissions de gaz à effet de serre de 5% par rapport aux émissions de 1990. Si la Conférence de Copenhague, en 2009, devait préparer un nouvel accord contraignant qui prendrait place à la fin du protocole de Kyoto, elle s'est plutôt achevée sur un échec. En effet, les pays industrialisés et ceux en voie de développement ne parviennent pas à une entente. La Conférence de Copenhague se solde ainsi par des objectifs de stabilisation non contraignants, et il y a décision d'étendre le protocole de Kyoto à une deuxième période d'engagement débutant en 2013 et terminant en 2020. Néanmoins, plusieurs pays choisissent de ne pas participer à cette deuxième période, dont le Canada qui se retire du protocole en 2012. La 21<sup>ème</sup> Conférence des Parties est alors perçue comme « la conférence de la dernière chance ». Il est mis de l'avant l'importance que les parties parviennent à un accord contraignant qui prendrait place à la fin de la deuxième période d'engagement du protocole de Kyoto et permettrait de limiter la hausse du réchauffement global à 2° C par rapport à l'ère industrielle.

De ce fait, les circonstances ont contribué à ce que la Conférence de Paris bénéficie d'une plus importante couverture médiatique que les précédentes conférences. Ayant eu lieu du 30 novembre au 12 décembre de l'année 2015, la Conférence de Paris offrait ainsi une fenêtre temporelle intéressante pour notre étude. Néanmoins, le nombre d'articles traitant des changements climatiques lors de cette période s'est avéré beaucoup plus faible que nous l'avions anticipé. C'est pour cela que nous avons décidé d'élargir notre fenêtre temporelle à un

mois plutôt que deux semaines, débutant une semaine avant la conférence et se terminant une semaine après.

Par conséquent, la période couverte par l'étude est de quatre semaines, soit du 23 novembre 2015 au 19 décembre de la même année.

### *La sélection des données pertinentes au corpus*

Considérant la nature de nos objectifs ainsi que la méthodologie choisie, nous avons décidé de faire une discrimination entre les plateformes *numérique* et *imprimée* des périodiques sélectionnés; le contenu des plateformes n'étant pas nécessairement le même, nous avons jugé pertinent de limiter l'échantillonnage final afin de permettre une analyse plus profonde des articles sélectionnés. Nous avons finalement opté pour la plate-forme numérique, notamment par simple intérêt pour cette forme de média et, surtout, à cause de la popularité de celle-ci (en 2014, c'était plus de 60% du lectorat de *La Presse* qui préférait sa version numérique).

En ce qui concerne les périodiques *La Presse*, *La Tribune*, *La Voix de l'Est*, *Le Droit*, *Le Nouvelliste*, *Le Quotidien* et *Le Soleil*, nous avons utilisé l'outil de recherche Eureka.cc, qui « est une base de données multidisciplinaire donnant accès à des revues et des journaux d'actualité du monde entier en texte intégral ainsi qu'à des fils de presse, retranscriptions d'émissions de télé et de radio, site Web d'actualité, tweets politiques et blogues » (Université de Montréal, 2016). La recherche, restreinte aux articles disponibles en version numérique entre les dates spécifiques du 23 novembre au 19 décembre 2015, a d'abord été effectuée avec l'expression « changements climatiques »; il était essentiel que cette expression se retrouve dans les articles choisis puisqu'elle constitue l'essence même de notre analyse. Néanmoins, en parcourant rapidement les articles obtenus, il nous est apparu que certains auteurs ne faisaient pas de distinction entre les termes « changements climatiques » et « réchauffement global » - alors que, rappelons-le, le réchauffement global *est un aspect* des changements climatiques. Nous avons donc décidé de refaire la recherche en incluant, cette fois-ci, l'expression « réchauffement global ». Nous avons ainsi obtenu un total de 155 articles pour ces sept périodiques.

Le périodique *The Montreal Gazette*, quant à lui, n'est pas accessible via Eureka.cc. L'Université de Montréal réfère à la base de données ProQuest (Canadian Major Dailies) pour ce périodique, mais ce dernier donne accès à la version imprimée du périodique seulement (contrairement à Eureka.cc). Nous avons, alors, simplement choisi d'effectuer une recherche directement sur la plate-forme en ligne du périodique (<http://montrealgazette.com/>). Les expressions « climate change » et « global warming » ont été utilisées pour la recherche, puis nous avons conservé les articles se situant dans la période de temps couverte par notre article. Nous avons obtenu un total de 42 articles. Il importe de noter que 6 des 42 articles étaient inaccessibles à la lecture (le lien URL ne fonctionnant plus et les articles étaient introuvables via divers moteurs de recherche), et ce, bien que leur titre apparaissait dans les résultats de recherche. Il nous a semblé que The Montreal Gazette a enlevé l'accès à ces derniers, et il nous a donc seulement été possible de trier 36 articles.

Nous avons, ensuite, procédé manuellement à la filtration des résultats de ces huit périodiques. C'est-à-dire, nous avons lu chacun des 191 articles afin de ne conserver que ceux qui, en plus de faire mention des changements climatiques, définissent ces derniers - par exemple, un article traitant principalement de la hausse de la chaleur en été ou encore de la tarification du carbone où il y aurait mention des changements climatiques mais sans définir ces derniers (donner une explication, mentionner les causes ou les conséquences, etc.) ne serait pas jugé pertinent et ne serait alors pas retenu. Il importe de mentionner que lors du tri des articles de *The Montreal Gazette*, six d'entre eux étaient inaccessibles (le lien URL ne fonctionnant plus et les articles étant introuvables via, notamment, le moteur de recherche *google*). De plus, cinq articles issus des périodiques francophones étaient des copies conformes (par exemple, le même article étant à la fois publié dans *La Presse* et *Le Nouvelliste*); nous avons donc décidé de ne conserver que l'article ayant été publié en premier.

### **L'échantillonnage final**

Une fois le tri terminé, notre corpus se constitue de 100 articles issus de huit périodiques et publiés entre le 23 novembre 2015 et le 19 décembre de la même année, débutant ainsi une semaine avant la COP 21 et se terminant une semaine après celle-ci. Plus spécifiquement, l'échantillonnage final est le suivant : 16 articles dans *The Montreal Gazette*, 41 dans *La*

*Presse*, 2 dans *La Tribune*, 3 dans *La Voix de l'Est*, 5 dans *Le Droit*, 3 dans *Le Nouvelliste*, un seul dans *Le Quotidien* et 29 dans *Le Soleil*.

## **L'analyse des données**

Dans cette section, nous compléterons la troisième, quatrième et cinquième étape de l'analyse de contenu telles que définies par Hansen (1998), soit *la définition des catégories d'analyse*, *la classification* et *la vérification de la fiabilité du schéma de codification*.

### *La définition des catégories d'analyse*

Selon Hansen (1998) :

The 'task' of content analysis is to examine a selected (sampled) body of texts, and to classify the content according to a number of predetermined dimensions. The conceptually most taxing aspect of any content analysis is to define the dimensions or characteristics which should be analysed (...) The text characteristics which are singled out for analysis should relate directly to the overall research questions or hypotheses which prompted the choice of content analysis in the first place (p.106).

Les dimensions préétablies de nos données découlent directement de certains de nos objectifs de recherche, soit : définir les *crimes*, les *dommages* et les *risques* environnementaux qui sont ou ne sont pas reportés par les médias; définir les *causes* et les *conséquences* qui sont ou ne sont pas reportées par les médias; définir quels acteurs portent la *responsabilité* pour ces crimes, ces dommages, ces risques, ces causes et ces conséquences selon les médias. Ce sont ainsi six dimensions des changements climatiques (crimes, dommages, risques, causes, conséquences et responsabilité) qui se dégagent de nos objectifs.

Nous avons décidé de faire une première lecture de tous les articles sélectionnés en tenant compte de ces six dimensions, tout en restant ouvert à les modifier ou en ajouter de nouvelles si cela s'avérait nécessaire. Considérant la nature de notre recherche, il était important que nous considérions la possibilité que le processus de catégorisation de nos données ait lieu de

façon continue. L'analyse de contenu est, en effet, une méthode qui se définit notamment par la nature réflexive de sa méthodologie (Altheide, Coyle, DeVriese & Schneider, 2008). C'est-à-dire, le processus méthodologique qu'elle emploie n'est pas nécessairement linéaire et laisse place à une analyse flexible. Il est alors possible que le chercheur doive constamment se « promener » entre les différentes étapes d'analyse, créant et modifiant des catégories d'analyse à mesure qu'il traite l'information (Altheide, 2000). C'est suite à un long travail de défrichage, après plusieurs relectures et prises de notes, qu'il nous a été possible de mettre en place une logique d'analyse et ainsi déterminer une grille d'analyse de base.

Notre grille d'analyse se divise ainsi en trois « niveaux », soit les thèmes, les dimensions et les mots-clés, qui se définissent et se modifient au fil de l'analyse.

Même si notre recherche se concentre spécifiquement sur le thème des changements climatiques, nous avons réalisé que ces derniers sont souvent discutés de pair avec d'autres thèmes tels que le terrorisme ou la sécurité. Il nous apparaissait, alors, pertinent et même nécessaire d'inclure ces thèmes à notre analyse. Néanmoins, nous ne souhaitons pas définir ces derniers en détails. Afin d'éviter de surcharger notre analyse et perdre de vue nos objectifs de recherche, nous avons décidé de simplement noter ces thèmes sans les décliner en dimensions. *Ainsi, seul le thème des changements climatiques est décliné en dimensions.*

Les thèmes<sup>6</sup> sont des sujets à part entière au sein des articles, étant traités indépendamment des changements climatiques. Un thème est créé lorsqu'un auteur discute d'un sujet particulier sans qu'il ne lie ce dernier au thème des changements climatiques. Prenons les thèmes du terrorisme et de la sécurité afin d'expliquer plus spécifiquement cette logique d'analyse. Plus d'un mois avant la Conférence de Paris, soit le 13 novembre 2015, a lieu à Paris l'attentat terroriste le plus meurtrier depuis plusieurs décennies, faisant 130 morts et des centaines de blessés. François Hollande, Président de la République française, déclare l'état d'urgence. Ces événements affectent ainsi le déroulement de la COP 21. De ce fait, plusieurs articles discutent du terrorisme ainsi que de la sécurité comme de sujets à part entière; ces derniers sont alors

---

<sup>6</sup> Voir la grille d'analyse finale des thèmes se dégageant des articles à l'annexe 2 ainsi que le tableau de répartition des articles selon les thèmes et les périodiques en annexe 3.

considérés comme des thèmes. Par contre, si l'auteur transpose l'un de ces sujets aux changements climatiques (où il écrirait, par exemple : « les changements climatiques sont un enjeu de sécurité »), ce sujet est alors traité comme étant une *dimension* des changements climatiques plutôt qu'un thème. Et évidemment, les thèmes ne sont pas mutuellement exclusifs. Il peut arriver qu'un article ne discute que des changements climatiques, comme il peut arriver qu'il ait à la fois comme thèmes les changements climatiques, le terrorisme et la sécurité. Néanmoins, chaque article contient au minimum le thème des changements climatiques. Il importe d'ailleurs de noter que le fait d'inclure ces thèmes à notre analyse ne vise pas à directement répondre à nos objectifs de recherche, mais plutôt d'ajouter une certaine perspective à celle-ci; de ce fait, l'analyse des thèmes a pour seul objectif de ressortir les thèmes se retrouvant dans les articles et non de mettre de l'avant les liens possibles entre ces derniers.

Les dimensions<sup>7</sup>, quant à elles, représentent divers aspects des changements climatiques; elles sont ainsi des sous-thèmes à ces derniers. Comme mentionné précédemment, il est possible que les conceptions de terrorisme et de sécurité soient des dimensions des changements climatiques tout comme les causes, les conséquences, etc. Notons aussi que ce sont six dimensions préétablies des changements climatiques qui se dégagent de nos objectifs et qui seront à vérifier, soit les crimes, les dommages et les risques environnementaux ainsi que les causes, les conséquences et la notion de responsabilité.

Finalement, les mots-clés sont des mots ou expressions utilisés par l'auteur pour définir une dimension des changements climatiques. Par exemple, dans la phrase « si les émissions de gaz à effet de serre se poursuivent, il pourrait y avoir une montée des eaux » on retrouve : *changements climatiques* comme thème; *causes* et *conséquences* comme dimensions; et « émissions de gaz à effet de serre » ainsi que « montée des eaux » comme mots-clés respectifs de la dimension *causes* et de la dimension *conséquences*.

---

<sup>7</sup> Voir la grille d'analyse finale des dimensions des changements climatiques se dégageant des articles à l'annexe 4 ainsi que le tableau de répartition des articles selon les dimensions et les périodiques à l'annexe 5. Il importe de noter que les articles analysés n'ont aucunement fait mention des crimes, dommages et risques environnementaux et c'est pour cette raison que ces trois dimensions sont absentes de la grille d'analyse finale. Ce point sera plus particulièrement abordé dans la section des résultats du troisième chapitre.



### *La classification*

Nous avons procédé à la classification de la façon suivante : nous avons appliqué notre grille d'analyse à chacun des articles de façon à dégager les thèmes, dimensions et mots-clés de ce dernier et, parallèlement, nous avons rempli la grille d'analyse globale au fil de notre lecture. Autrement dit, chaque article était analysé de façon individuelle, et chaque fois qu'une nouvelle information était dégagée nous l'ajoutions à la grille d'analyse des thèmes ainsi que celle des dimensions et des mots-clés. Cette façon de procéder nous permettait de totalement nous immerger dans nos données et ainsi créer des liens entre celles-ci au fur et à mesure de notre classification; déjà, nous procédions à une analyse substantielle de nos données.

Afin de faciliter la visualisation et l'analyse de nos données, nous avons créé un document excel regroupant tous les articles analysés. Ces derniers se retrouvent sur huit feuilles distinctes, soit une pour chacun des périodiques. De plus, les informations suivantes sont remplies pour chacun des articles : numéro (1, 2, 3, etc. attribué à des fins de classification); URL (afin de retracer rapidement l'article); date de publication; période (avant, pendant ou après la COP 21); titre, sous-titres, auteur / auteure / auteurs; section (emplacement au sein du périodique tels que politique, environnement, actualités, etc.); source(s) citée(s) (article scientifique, personnalité publique, etc.); thèmes; dimensions; mots-clés; résumé (soit les points importants de l'article en une phrase ou deux); pertinence (élevée : s'il y a mention des crimes, dommages, risques, causes et/ou conséquences, moyenne : s'il n'y a pas mention de ces derniers mais que l'article soulève tout de même des représentations pertinentes, faible : l'article n'offre rien de pertinent); et autres notes<sup>8</sup>.

Déjà, nous pouvons mettre de l'avant que ce sont, au total, 29 articles qui ont été écrits par des agences de presse; ces articles sont généralement moins longs, variant entre 300 et 500 mots. Les 71 autres articles ont été écrits par 58 auteurs différents collaborant parfois entre eux. Plus spécifiquement, 38 auteurs ont écrit un seul article, 7 auteurs ont écrit 2 articles, 3 auteurs ont écrit 5 articles et, finalement, un auteur a écrit 9 articles. En ce qui concerne l'emplacement des articles au sein des périodiques, les 100 articles se classent selon 9 sections distinctes. Ce

---

<sup>8</sup> Un exemple visuel de cette classification se retrouve à l'annexe 1.

sont 61 articles qui se retrouvent dans la section « environnement », 15 articles dans la section « opinions », 15 articles dans la section « actualités », 3 articles dans la section « éditorial », 2 articles dans la section « affaires », un article dans la section « »politique, un article dans la section « international », un article dans la section « économie » et finalement un article dans la section « chronique ».

### *La vérification de la fiabilité du schéma de classification*

Hansen (1998) insiste sur l'importance de vérifier la fiabilité des catégories créées avant de débiter l'analyse afin de révéler, notamment, de possibles inconsistences. Il note quatre principaux problèmes pouvant émerger de la classification des données.

Le premier problème est le fait de ne pas catégoriser correctement les données, soit en ne distinguant pas les plans micro/macro (où, comme donné en exemple par Hansen, il y aurait une catégorisation des types de produits publicisés à la télévision allant comme suit : *automobiles, cosmétiques, nourriture, boissons, bières* alors que *bières* est en fait une sous-catégorie de *boissons*) ou encore en confondant certaines notions/concepts (Hansen donne l'exemple où le chercheur note sous la catégorie *origine ethnique* : *caucasien, asiatique, chrétien* alors que *chrétien* irait sous la catégorie *religion*). Le deuxième problème apparaît lorsque la catégorisation n'est pas suffisamment détaillée, soit lorsque la majorité des données se retrouvent sous une seule même catégorie. Hansen note qu'il est alors impossible de capturer toutes les nuances du matériel analysé. Le troisième problème résulte du fait que le chercheur ne s'est pas suffisamment familiarisé avec les données avant de commencer la classification, créant ainsi des catégories qui restent vides ou principalement vides. Le quatrième et dernier problème, quant à lui, se produit lorsqu'il est possible d'associer les catégories entre elles. Un tel chevauchement empêche ainsi une distinction entre les catégories.

À divers moments au fil de notre analyse, nous allons vérifier la fiabilité de nos thèmes et de nos dimensions. Concernant plus particulièrement le troisième problème, tous les thèmes ayant été repérés se retrouvent sur la grille d'analyse globale; néanmoins, ceux étant moins pertinents n'ont pas été considérés lors de la discussion des résultats.

## Les forces et les limites de l'étude

Comme mentionné par Altheide & Schneider (2012), « research is a social progress. The social and cultural environments in which one operates as an investigator contribute to how one views research problems, data, sources, and methodological approaches. » (p.9). De ce fait, une limite importante de notre étude réside dans sa propre subjectivité, et ce, à la fois dans la compréhension même des articles, à l'étape du tri, lors de l'analyse et, surtout, au moment de l'interprétation des données où une construction de second degré est générée. Dépendamment des biais qui nous définissent - qui nous sommes en tant que personne, nos connaissances théoriques, nos intérêts disciplinaires, etc. -, nous construisons une certaine interprétation de nos résultats, et ce, à partir de la réalité construite par les médias.

Aussi, l'étude des phénomènes sociaux est nécessairement limitée à la fois temporellement et spatialement; elle est intrinsèquement et notamment définie à travers des acteurs et des contextes précis. De ce fait, les résultats de notre étude sont nécessairement limités par l'échantillon en lui-même, qui se compose de seulement 100 articles et se concentre sur une période d'un mois. Considérant que les changements climatiques forment un sujet d'étude complexe s'étalant sur des années, cette étude constitue un coup de sonde à l'analyse de ce sujet. De plus, il importe de mentionner que nos résultats sont aussi définis par le contexte de la Conférence de Paris. Néanmoins, nous doutons qu'il puisse y avoir une évolution significative dans les représentations médiatiques même des dommages environnementaux depuis la parution du plus récent rapport du GIEC en 2014. Établissant clairement la responsabilité humaine quant aux changements climatiques, ce rapport constitue possiblement un point-tournant dans le délaissement du climatoscepticisme.

De plus, il importe de mentionner que l'analyse de contenu ne vise pas à expliquer le pourquoi d'un phénomène social selon une relation causale. Pour cette raison, notre étude ne nous permet pas de *déterminer* le lien entre les représentations médiatiques des dommages environnementaux et les individus, mais elle nous aide plutôt à *explorer*. Il serait néanmoins intéressant qu'une recherche future questionne directement les citoyens canadiens en ce sens de façon à davantage définir ce lien.

Néanmoins, cette étude se distingue par l'originalité de ses objectifs de recherche. À notre connaissance, il ne semble pas y avoir d'étude (du moins en criminologie verte) qui explore la possibilité d'influence de la représentation médiatique des dommages environnementaux causant les changements climatiques sur la perception qu'ont les citoyens de leur propre responsabilité vis-à-vis ces derniers. Nous croyons que cette recherche pourrait contribuer à défricher le potentiel de la criminologie en ce qui a trait aux problématiques environnementales, particulièrement celles associées aux changements climatiques.

### **CHAPITRE 3 : Présentation d'un article scientifique**

**Les changements climatiques dans les médias :**

Une exploration de la responsabilité environnementale des citoyens  
sous la perspective de la criminologie verte

Un article par  
Karolan Jeffrey

Université de Montréal

Article soumis à la  
***Revue Criminologie***

## Résumé

La façon dont les médias construisent les problématiques environnementales a un effet non seulement sur la compréhension des individus vis-à-vis de celles-ci mais aussi sur la perception qu'ils peuvent avoir de leur propre relation vis-à-vis de l'environnement. L'objectif de cet article est d'examiner la couverture médiatique des changements climatiques selon la perspective de la criminologie verte, où il est mis de l'avant que ce sont principalement des actes considérés comme *légaux*, qu'ils soient commis par des individus, des entreprises ou des gouvernements, qui sont responsables des changements climatiques. Plus spécifiquement, nous cherchons à explorer comment l'information présentée par les médias québécois peut influencer la perception que les citoyens ont de leur propre responsabilité environnementale. Cette étude se base sur l'analyse qualitative du contenu de 100 articles publiés sur une période d'un mois, soit du 23 novembre au 19 décembre 2015, et issus de huit périodiques québécois. Les résultats montrent que les médias offrent une couverture incomplète des changements climatiques tout en ne cadrant pas ces derniers comme étant, notamment, une problématique environnementale. En définitive, la responsabilité environnementale des individus est principalement ignorée.

**Mots-clés:** criminologie verte, changements climatiques, crimes et dommages contre l'environnement, responsabilité individuelle, médias

## Abstract

The way media frames environmental issues has an effect not only on how individuals understand these issues, but also on how they could perceive their own relationship with the environment. The purpose of this study is to analyze the media constructions of climate change from the green criminology point of view, in which it is pointed out that climate change is mostly caused by *legal* harms, whether they are committed by individuals, businesses or governments. More specifically, we seek to explore how the information presented by the Quebec media could influence the citizens' perception of their individual environmental responsibility. This study is based on a qualitative content analysis of 100 articles drawn within the period of a month, between November 23<sup>rd</sup> and December 19<sup>th</sup> of the year 2015, from eight newspapers published in the province of Quebec. The results highlight that the media coverage of climate change is incomplete, and that climate change is not framed as an environmental issue. Consequently, the individual environmental responsibility is mostly ignored.

**Key words:** green criminology, climate change, environmental crimes and harms, individual responsibility, media

## Introduction

Les changements climatiques sont certainement le plus important enjeu environnemental, social et politique de notre époque, et ce, tant à l'échelle locale que mondiale. Actuellement, ce sont des centaines de millions d'êtres vivants parmi les populations humaines et non-humaines les plus vulnérables, vivant plus particulièrement dans les pays en voie de développement (OXFAM, 2009), qui sont sévèrement affectés par les effets des changements climatiques.

Malgré le consensus scientifique quant à la nécessité d'agir pour limiter les changements climatiques (GIEC, 2014), il apparaît que les citoyens canadiens se sentent peu concernés par ceux-ci (Lachapelle et al., 2015). Ce serait seulement la moitié de la population canadienne qui croit que les changements climatiques sont à la fois réels et causés par les activités humaines (Lachapelle et al., 2015).

Considérant que les populations des pays développés n'expérimentent pas encore directement les effets des changements climatiques, leur conscientisation passe nécessairement par les médias (White & Heckenberg, 2014). Et la façon dont les médias construisent la problématique des changements climatiques influence non seulement la compréhension des individus vis-à-vis de celle-ci, mais aussi perception qu'ils peuvent avoir de leur propre responsabilité environnementale (Brisman, 2012). En effet, les médias forment, dépendamment du cadrage pour lequel ils optent, des possibilités de réflexion et d'engagement pour les citoyens (Boykoff & Boykoff, 2011).

Cet article se penche sur la façon dont les médias québécois construisent les changements climatiques en tant que problématique environnementale. Surtout, nous souhaitons explorer comment l'information présentée pourrait influencer la compréhension des citoyens québécois vis-à-vis de la problématique mais aussi de leur propre responsabilité environnementale. La criminologie verte, qui met de l'avant le fait que les changements climatiques sont principalement causés par des actes légaux, nous offre une perspective d'analyse intéressante.



## La criminologie verte

S'il est possible de résumer la criminologie verte comme étant l'analyse des problématiques environnementales selon une pensée criminologique, le fait de se limiter à une telle définition ne permettrait pas de saisir le potentiel de cette discipline (Potter, 2012). La criminologie verte représente davantage que le simple point de rencontre entre la criminologie et l'environnement; elle s'intéresse notamment aux notions de loi, de victimisation, de justice environnementale, de dommages et de crimes environnementaux, de régulation environnementale et de problématiques morales par, notamment, une pleine considération des populations humaines et non-humaines (White & Heckenberg, 2014).

Elle est néanmoins ponctuée de nombreux débats concernant sa définition et ses objectifs de recherche, et ce, depuis ses débuts (White & Heckenberg, 2014). Il semble que chaque auteur possède sa propre perspective, et cela se reflète nécessairement dans la façon dont il approche son objet d'étude<sup>9</sup>. C'est néanmoins en suivant un courant plus critique de la criminologie, où l'objectif est d'étudier le phénomène criminel au-delà même du cadre législatif, que s'est formée la criminologie verte (White, 2013). En effet, la structure actuelle des lois ne permet de cibler qu'une minorité des problématiques environnementales (White, 2014). De ce fait, la majorité des actes dommageables à l'environnement sont soit ignorés ou légitimés par les lois. Pour outrepasser cette lacune, la criminologie verte suggère d'inclure non seulement l'analyse des crimes environnementaux, étant sanctionnés par la loi, mais aussi celle des dommages environnementaux, n'étant pas sanctionnés par la loi (White, 2014).

Toutefois, le concept même des dommages environnementaux reçoit une forte opposition puisqu'il confronte le statut quo actuel voulant que ce soit simplement « la façon de faire » (White, 2014). En mettant de l'avant le fait que le système légal permet de non seulement détruire l'environnement mais aussi de transgresser les droits des populations humaines et non-

---

<sup>9</sup> White & Heckenberg (2014) dressent une typologie des approches en criminologie verte, soit : une approche radicale, une approche éco-globale, une approche conservatrice, une approche environnementale, une approche constructiviste et une approche antispéciste.

humaines (White, 2014), cela rend visibles des mécanismes d'injustice et de confronter une réalité qui est à la fois socialement et politiquement acceptée.

La criminologie verte offre ainsi une perspective pertinente à la compréhension des changements climatiques. S'il est possible de mettre de l'avant cinq crimes environnementaux contribuant aux changements climatiques - soit l'abattage illégal d'arbres, l'émission de fumée noire, la pollution industrielle sans licence, l'exploitation illégale de terres forestières et le défrichage illégal de végétations indigènes (White, 2012) -, ces derniers ne représentent qu'une infime partie de toutes les activités causant les changements climatiques. Autrement dit, les changements climatiques sont notamment une problématique environnementale dont les causes sont légitimées par des structures sociales et politiques.

## **Les changements climatiques**

### *Les causes*

Le consensus scientifique établit clairement le fait que les changements climatiques sont principalement de nature anthropique. C'est-à-dire, ce sont surtout les activités humaines contribuant à l'intensification de l'effet de serre par l'utilisation de combustibles fossiles qui sont particulièrement responsables des changements climatiques (GIEC, 2014). En effet, celles-ci émettent une quantité globale trop élevée de gaz à effet de serre, soit des polluants retenant la chaleur dans l'atmosphère. Dès lors, l'accumulation de ces derniers engendre un réchauffement de l'atmosphère et des océans, et ce réchauffement est à ce point important qu'il modifie la structure même du système climatique<sup>10</sup>. Il importe de noter que la répartition spécifique des émissions de gaz à effet de serre selon les secteurs d'activités varie d'une étude à l'autre, et ce, dépendamment des facteurs considérés par les chercheurs. Néanmoins, il semble que ce soit généralement les mêmes secteurs qui soient mis de l'avant. Si l'on considère les données du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (2014), ce sont notamment les secteurs de l'agriculture et de la foresterie (à 24%), de l'industrie (à 21%) et des

---

<sup>10</sup> Le système climatique étant constitué de cinq principales composantes qui sont en constante interaction les unes avec les autres, soit l'atmosphère, l'hydrosphère (océans, nappes d'eau souterraine, etc.), la cryosphère (glaces terrestres, couvertures neigeuses, etc.), la surface terrestre et la biosphère (tous les êtres vivants).

transports (à 14%) qui sont les principaux responsables des émissions globales directes<sup>11</sup>. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, quant à elle, pointe plus spécifiquement l'agriculture animale. Dans son rapport *Livestock's long shadow : environmental issues and options* (2009), elle vient à la conclusion que l'agriculture animale est le principal responsable des émissions de gaz à effet de serre totales, contribuant à 18% de ces dernières à travers cinq principaux secteurs d'émissions, soit ceux de l'énergie, de l'industrie, des déchets, de l'utilisation des terres ainsi que de l'agriculture et de la foresterie.

Outre les activités nécessitant l'utilisation de combustibles fossiles, la déforestation massive contribue, elle aussi, de façon considérable à l'intensification de l'effet de serre, et donc, aux changements climatiques (GIEC, 2014). En effet, les forêts jouent un rôle essentiel dans le cycle du carbone et, dès lors, dans le contrôle du climat. Elles absorbent le dioxyde de carbone, qui est un gaz à effet de serre, contenu dans l'atmosphère et le transforment en oxygène. Par conséquent, la déforestation massive provoque une diminution marquée de l'efficacité de ce processus (Weather & Climate, s.d.). Et bien que l'industrie des pâtes et papiers ainsi que l'étalement urbain soient en partie responsables de la déforestation massive, ce serait plutôt l'agriculture animale le principal facteur de cette dernière, causant à elle seule plus de 70% de la déforestation à l'échelle mondiale (Climate Institute, 2017).

### *Les conséquences*

Les changements engendrés au sein du système climatique ont des impacts multiples, cumulatifs, interreliés, et évolutifs (GIEC, 2014); ils sont, de ce fait, d'une impressionnante complexité. S'il est non seulement impossible de déterminer avec exactitude *tous* les effets physiques des changements climatiques - tels que la fonte des glaces, l'élévation du niveau de la mer, augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes, sécheresses, inondations, etc. -, il est tout autant difficile de prédire leur évolution considérant qu'ils sont de nature globale et ne peuvent être limités par des frontières. Les changements climatiques affectent ainsi, à différents degrés et de différentes façons, l'entièreté de la planète (GIEC, 2014).

---

<sup>11</sup> Les émissions directes n'incluent pas la production de chaleur et d'électricité par les différents secteurs, qui sont considérées comme des émissions indirectes. Si ces dernières sont considérées, la répartition est plutôt la suivante : industrie (32%), agriculture et foresterie (24,9%) et transports (14,3%).

Actuellement, ce sont des centaines de millions d'êtres vivants parmi les populations humaines et non-humaines les plus vulnérables, vivant particulièrement dans les pays en voie de développement (OXFAM, 2009), qui sont sévèrement affectés par les conséquences engendrées par ces effets - ces conséquences comprennent, entre autres : une contamination de l'eau potable pouvant mener à une pénurie, une diminution de la sécurité alimentaire pouvant mener à une malnutrition et à la famine, une détérioration des infrastructures pouvant mener à une perte de domicile, une expansion de la pauvreté, une propagation accrue des maladies, une augmentation considérable des difficultés psychologiques telles que la peur, la dépression et le choc post-traumatique et, finalement, l'accroissement de conflits violents (OXFAM, 2009; GIEC, 2014). Il est d'ailleurs estimé à 26 millions d'individus le nombre actuel de réfugiés climatiques, et ce nombre pourrait augmenter à 200 millions d'ici 2050 (OXFAM, 2009). Il est, de plus, attendu que les changements climatiques soient responsables d'environ 250 000 morts par année à partir de 2030 si les changements climatiques se poursuivent (WHO, 2017).

Et si les changements climatiques se poursuivent, il y a une possibilité importante que les effets et conséquences de ces derniers deviennent irréversibles (GIEC, 2014). Dès lors, ce ne serait plus seulement la qualité de vie des populations actuelles et futures qui serait en péril mais aussi leur survie.

### **La responsabilité environnementale des citoyens**

L'étude des dommages environnementaux causés par les citoyens a été largement négligé à la fois par la criminologie traditionnelle et la criminologie verte, ces deux dernières portant davantage leur attention sur ceux commis par les entreprises et les gouvernements (Shover & Route, 2005). Pourtant, autant le citoyen peut être un acteur de changement important, autant il contribue de façon significative à la perpétuation des changements climatiques (Hiller, 2011).

Si un chercheur choisit d'analyser les changements climatiques selon une perspective plutôt « bottom-up », il peut arriver qu'il se heurte à l'idée commune selon laquelle l'impact des

actions individuelles est à ce point minime qu'il est impossible que les individus fassent une quelconque différence en regard des changements climatiques. Hiller (2011) qui nomme cette idée « individual casual inefficacy », soutient que cette dernière est simplement fausse. Selon lui, si l'impact d'une seule action individuelle est à ce point minime qu'il n'exerce possiblement aucune influence sur les changements climatiques en soi, *l'accumulation des actions individuelles*, quant à elle, possède une influence certaine sur ceux-ci. Autrement dit, il importe que les actions individuelles soient considérées à la fois de façon isolée mais aussi de façon collective. Néanmoins, Hiller (2011) mentionne que l'objectif n'est pas de calculer toutes les conséquences possibles de chaque petit geste quotidien, mais plutôt de réfléchir aux impacts de nos choix individuels et de se questionner sur ce qui pourrait être fait différemment et mieux. Il importe alors que les individus soient réellement informés sur les répercussions que peuvent avoir leurs actes et leurs habitudes de vie sur l'environnement et, plus particulièrement, les changements climatiques (Hiller, 2011).

La criminologie verte réfère plus particulièrement aux dommages environnementaux commis par les citoyens à des « actes ordinaires » ou « dommages ordinaires ». En fait, ces derniers, étant généralement perçus comme acceptables et même désirables, sont commis de façon régulière par les citoyens (Agnew, 2013). Plus particulièrement, les actes ordinaires ayant un impact considérable sur les changements climatiques sont le fait de vivre dans une grande maison de banlieue confortablement chauffée et éclairée, d'utiliser une voiture à essence pour la majorité de ses déplacements, de fréquemment acheter des biens de consommation et de consommer régulièrement de la viande (Worldwatch Institute, 2010, cité dans Agnew, 2013). Il apparaît ainsi que la disposition des individus à s'engager à commettre des « dommages ordinaires » est élevée, alors que celle de s'engager vis-à-vis de l'environnement est faible (Agnew, 2013).

Dans une société soutenue par un système capitaliste où le citoyen possède la liberté de choisir ce qu'il souhaite ou non consommer, il importe de considérer que si les citoyens étaient réellement sensibilisés à l'environnement, ils feraient les choix nécessaires à limiter leur

empreinte écologique<sup>12</sup>. D'ailleurs, il existe un lien très clair entre la perception que possède un citoyen de sa propre responsabilité environnementale et les choix de consommation qu'il fait (Wells, Ponting & Peattie, 2011). Néanmoins, il apparaît non seulement que les citoyens sont généralement confus vis-à-vis des problématiques environnementales, mais qu'ils ont de la difficulté à établir des connexions entre les changements climatiques et leurs habitudes de vie et de consommation (Wells, Ponting & Peattie, 2011). Il est d'ailleurs nécessaire de se questionner sur la perception spécifique qu'ont les citoyens de leur part de responsabilité quant à la protection de l'environnement. Autrement dit, si les citoyens ont l'impression que les entreprises et les gouvernements sont davantage responsables qu'eux en ce qui a trait aux changements climatiques, comment cela affecte-t-il leur propre comportement et attitude (Wells, Ponting & Peattie, 2011)?

### **La conscientisation des citoyens par les médias**

À ce jour, quelques criminologues verts se sont penchés sur les représentations médiatiques des problématiques environnementales (voir notamment Fitzgerald & Baralt, 2010; Jancell, 2007; Lynch, Nalla & Miller, 2000). Néanmoins, la littérature actuelle de la criminologie verte se semble pas se pencher sur la couverture médiatique des changements climatiques. De ce fait, le lien entre les représentations médiatiques des dommages environnementaux et la perception qu'ont les citoyens de leur propre responsabilité environnementale n'est pas exploré. Pourtant, la compréhension de la construction sociale des crimes et des dommages environnementaux est nécessaire à la compréhension même de ces mêmes crimes et dommages environnementaux (Brisman, 2012).

La façon dont les médias présentent les informations concernant l'environnement ainsi que les dommages causés à ce dernier influence la façon dont les citoyens comprennent, réfléchissent et agissent par rapport aux problématiques environnementales (Brisman, 2012). Par

---

<sup>12</sup> Évidemment, nous référons à cette majorité de citoyens possédant les capacités d'entreprendre ce processus de responsabilisation environnementale. Nous ne considérons pas les citoyens faisant face à des difficultés cognitives, psychologiques ou physiques importantes pouvant les limiter dans ce processus.

conséquent, il importe que la criminologie verte se penche sur la couverture médiatique des changements climatiques (Brisman, 2012).

Ainsi, cet article cherche à explorer comment les représentations médiatiques des dommages environnementaux associés aux changements climatiques peut influencer la compréhension des citoyens québécois quant à leur propre responsabilité environnementale. Plus spécifiquement, nous souhaitons identifier (1) les crimes, les dommages et les risques environnementaux qui sont reportés par les médias; (2) les causes et les conséquences des changements climatiques qui sont reportées par les médias; et (3) les acteurs qui portent la responsabilité de ces crimes, dommages, risques et causes selon les médias.

## **La méthodologie de l'étude**

### *L'échantillonnage*

Pour cette étude, nous avons analysé le contenu numérique de huit périodiques publiant dans la province québécoise, soit *The Montreal Gazette*, *La Presse*, *Le Soleil*, *Le Nouvelliste*, *Le Quotidien*, *La Tribune*, *La Voix de l'Est* et *Le Droit*.

Au moment d'entamer cette étude, la Conférence de Paris sur le climat venait d'avoir lieu quelques mois plus tôt. Elle nous offrait une fenêtre temporelle intéressante à l'étude dû à l'importante couverture médiatique dont elle a été l'objet. Et surtout, elle offre aux auteurs l'opportunité désignée de directement couvrir les changements climatiques. Par conséquent, nous avons extraits tous les articles comprenant les termes « changements climatiques » et/ou « réchauffement global » lors de la période débutant une semaine avant la conférence, soit le 23 novembre 2015, et se terminant une semaine après celle-ci, soit le 19 décembre 2015. En considérant une période d'un mois plutôt que seulement les deux semaines durant lesquelles a pris place la conférence, cela nous permettait de récolter davantage de données à analyser.

Pour cette période, ce sont 191 articles qui ont été extraits à travers la plate-forme numérique des huit périodiques sélectionnés. Une fois une première lecture de tous les articles complétée, il nous a été possible d'effectuer un tri des articles afin de ne conserver que ceux qui discutent

des changements climatiques plutôt que de seulement les mentionner. L'échantillonnage final se compose ainsi de 100 articles, soit 16 dans *The Montreal Gazette*, 41 dans *La Presse*, 29 dans *Le Soleil*, 3 dans *Le Nouvelliste*, 2 dans *La Tribune*, un seul dans *Le Quotidien*, 3 dans *La Voix de l'Est* et 5 dans *Le Droit*.

### *Analyse de contenu*

Pour cette étude, nous avons choisi d'analyser plus particulièrement six dimensions des changements climatiques, soit les crimes environnementaux, les dommages environnementaux, les risques environnementaux, les causes, les conséquences et les acteurs portant la responsabilité des changements climatiques selon les médias. Notre analyse se divise alors selon deux « niveaux », soit (1) ces cinq dimensions des changements climatiques et (2) les mots-clés issus de ces dimensions. Les mots-clés sont en fait des mots ou des expressions utilisées par les auteurs afin de définir les dimensions analysées.

## **Résultats**

### *Observations générales*

Une fois l'analyse complétée, il apparaît que les changements climatiques ne sont généralement pas le point principal des articles analysés. C'est-à-dire, ce ne sont que 8 articles qui discutent exclusivement des changements climatiques. Autrement dit, les auteurs accordent une faible place à la problématique des changements climatiques et centrent plutôt leur attention sur des sujets connexes tels que le déroulement de la Conférence de Paris ainsi que les discours et promesses que les dirigeants politiques y tiennent. Ce résultat pourrait simplement s'expliquer par le choix de l'échantillonnage. En effet, considérant que les articles analysés ont été écrits et publiés dans le mois entourant la Conférence de Paris, il semble probable que les journalistes aient choisi de privilégier cet événement « de la dernière chance » au détriment à la fois des changements climatiques, en soi, et des problématiques notamment environnementales lui étant associées. De ce fait, il apparaît que nous avons à tort supposé que la Conférence de Paris offrirait une opportunité aux médias de discuter directement des changements climatiques. Plutôt, la conférence semble avoir fait de l'ombre sur ces derniers qui étaient pourtant au coeur des discussions des dirigeants politiques y participant.



Surtout, il est particulièrement surprenant de constater qu'*aucun* des 100 articles analysés ne font mention de crimes, de dommages et de risques environnementaux. De plus, ce ne sont que 20 articles qui discutent des causes, 29 des conséquences et 3 de la notion de responsabilité. Le tableau suivant met en évidence les mots-clés définissant ces trois dernières dimensions.

**Tableau 4** : Répartition des mots-clés selon les dimensions *causes*, *conséquences* et *responsabilité*

Dimensions	Mots-clés (nombre d'articles mentionnant le mot-clé)
Causes	« pays développés / pays riches » (10), « gaz à effet de serre » (6), « combustibles fossiles » (4), « activités humaines » (3), « production agricole » (2), « déforestation » (2), « sables bitumineux » (1), « transport aérien » (1), « zones urbaines » (1), « secteur de l'énergie » (1), « agriculture animale » (1), « pétrole » (1)
Conséquences	« sécheresse » (18), « montée des eaux » (17), « phénomènes météorologiques extrêmes » (13), « inondations » (12), « fonte des glaces » (11), « vagues de chaleur » (8), « baisse de la productivité agricole » (6), « tempêtes » (5), « baisse des réserves d'eau » (4), « disparition d'espèces » (4), « baisse des ressources marines » (3), « précipitations » (3), « acidification des océans » (2), « migration » (2), « guerres pour l'eau » (1), « submersion des territoires » (1), « augmentation des désastres naturels » (1), « augmentation des maladies » (1), « augmentation des incendies de forêts » (1), « smog » (1) et « avancée des déserts » (1)
Responsabilité	« pays riches / pays développés » (2), « responsabilité individuelle » (1)

#### *Les causes des changements climatiques*

S'il est relativement surprenant de constater que seulement 20% des articles analysés abordent les causes des changements climatiques, il l'est d'autant plus de constater que ces dernières sont à peine survolées par les auteurs qui ne fournissent pas d'explication vis-à-vis de ces dernières. Les causes mentionnées sont plutôt évasives. Par exemple, lorsque les auteurs mentionnent que les changements climatiques sont causés par les « gaz à effet de serre », les « combustibles fossiles », les « activités humaines », la « déforestation », ils ne mentionnent pas quelles sont les activités plus spécifiquement responsables. Et si certains auteurs mentionnent des causes davantage précises telles que « transport aérien », « production agricole » et « pétrole », ils n'établissent pas de liens avec les activités des citoyens (par exemple, le fait de prendre l'avion ou de principalement utiliser une voiture à essence comme moyen de transport).

Il est tout de même intéressant que l'agriculture animale soit mentionnée par un article considérant que cette dernière serait la principale responsable de l'émission de gaz à effet de serre ainsi que de la déforestation massive (Climate Institute, 2007; FAO, 2009). Néanmoins, l'auteur mentionne l'agriculture animale sans donner de détails vis-à-vis de cette dernière et sans faire de lien avec les habitudes de consommation alimentaire des citoyens.

#### *Les conséquences des changements climatiques*

Tout comme les causes, les conséquences sont simplement survolées et, même, les auteurs n'apportent pas de distinction entre les effets physiques des changements climatiques (fonte des glaces, montée des eaux, sécheresse, etc.) et les conséquences sociales engendrées par ces effets (guerres pour l'eau, migration, augmentation des maladies, etc.). Il est intéressant de noter que les auteurs discutent davantage des effets des changements climatiques plutôt que des conséquences sociales particulièrement subies par les populations vivant dans les pays en voie de développement.

#### *Les acteurs portant la responsabilité des changements climatiques*

S'il peut arriver que la notion de responsabilité soit parfois sous-entendue (par exemple, lorsqu'il est mentionné que les dirigeants politiques doivent fixer certains objectifs), elle n'est que clairement nommée par trois articles. Deux d'entre eux réfèrent à la responsabilité qu'ont les pays riches, ou développés, de « lutter » contre les changements climatiques et le troisième réfère brièvement à la responsabilité individuelle quant à une limitation de l'empreinte écologique. Il n'y a, ainsi, qu'un seul article sur les 100 analysés qui aborde de front la notion de responsabilité individuelle.

#### *Les crimes, les dommages et les risques environnementaux*

L'absence totale de ces trois dimensions au sein des articles analysés est pertinente, particulièrement l'absence des dommages environnementaux. Si White (2014) affirme que le fait de reconnaître l'existence des dommages environnementaux permet de rendre visibles des mécanismes d'injustice au sein des structures sociales et politiques, il est possible de constater que les médias, en ne mentionnant pas ces derniers, ne confrontent pas le statut quo. Toutefois, plusieurs raisons peuvent expliquer cette absence (par exemple, si les auteurs ne croient pas

que c'est leur rôle de confronter une certaine réalité, s'ils ne perçoivent pas ce statut quo comme étant nécessairement un problème, s'ils ne font eux-mêmes pas le lien entre leurs actions individuelles et les changements climatiques, etc.).

Il est intéressant de noter que ce sont 4 articles qui, sans toutefois faire mention de la responsabilité, se penchent sur les possibles actions pouvant être prises par les citoyens afin de limiter les changements climatiques. Formulées autrement, ces suggestions auraient pu être analysées sous la conception des dommages environnementaux, par exemple : si un auteur avait mis de l'avant le fait qu'utiliser principalement une voiture à essence pour ses déplacements contribue aux changements climatiques plutôt que de suggérer de prendre le transport en commun, ou s'il avait souligné le fait que posséder une grande maison confortablement chauffée et éclairée en banlieue contribue aux changements climatiques plutôt que de suggérer de réduire sa consommation d'énergie.

## **Conclusion**

À la lumière de l'analyse, il ressort que la couverture des causes et des conséquences des changements climatiques par les médias québécois est incomplète. De façon générale, les changements climatiques se voient octroyer un faible espace au sein des articles et l'information donnée à leur sujet est peu détaillée.

Plus particulièrement, il apparaît que les médias québécois ne cadrent pas les changements climatiques comme étant, notamment, une problématique environnementale. Si nous souhaitons identifier les représentations des crimes, des dommages et des risques environnementaux, il s'est avéré que ces derniers ne sont aucunement mentionnés au sein des 100 articles analysés. Une telle absence est néanmoins pertinente, puisqu'elle nous permet de constater que les auteurs ne questionnent pas le statut quo de la situation environnementale - où il est supposé que les mécanismes légaux permettant de détruire l'environnement sont simplement « la façon de faire ». De plus, les causes et les conséquences des changements climatiques ne sont que faiblement discutées, et ce, sans qu'un lien clair ne soit fait avec l'environnement, sa protection ou sa destruction. De ce fait, alors que la criminologie verte suggère d'analyser les changements climatiques comme étant, notamment, une problématique

environnementale, il apparaît que les changements climatiques n'ont pas été adressés comme tel par les médias au moment de la Conférence de Paris.

L'objectif de cette étude était d'explorer comment l'information présentée par la couverture des changements climatiques par les médias québécois pourrait influencer la compréhension des citoyens québécois vis-à-vis de leur propre responsabilité environnementale. Selon nous, le fait que les médias n'adressent pas les changements climatiques comme une problématique environnementale tout en ne référant qu'une seule fois à la responsabilité individuelle, ne tend pas à informer le citoyen quant à cette dernière. Autrement dit, si les citoyens éprouvent de façon générale de la difficulté à faire le lien entre les changements climatiques et leurs habitudes de vie et de consommation (Wells, Ponting & Peattie, 2011), la couverture médiatique analysée dans cette étude ne semble pas contribuer à éclaircir ce lien. Néanmoins, comme la relation partant des médias et allant vers les citoyens ne doit pas être comprise comme une causalité mais plutôt comme une possibilité (Boykoff & Boykoff, 2011), il nous serait impossible de conclure que les médias québécois ne stimulent pas de réflexion chez les citoyens quant à leur responsabilité environnementale. Plutôt, il nous est possible d'affirmer que les médias ne cadrent pas les changements climatiques de la façon dont il serait « souhaité » par la criminologie verte, soit en des termes de crimes, de dommages et de risques environnementaux.

Comme le mentionne Brisman (2012), la compréhension de la construction sociale des crimes et des dommages environnementaux est nécessaire à la compréhension même ces mêmes crimes et dommages environnementaux. La présente étude permet de mettre en lumière le fait que l'intérêt de cette compréhension semble davantage se situer dans l'absence des informations pertinentes. C'est-à-dire, il nous est impossible de définir comment les crimes, les dommages et les risques environnementaux sont socialement construits, puisqu'ils sont absents de la couverture médiatique québécoise. De ce fait, l'intérêt d'une recherche ultérieure serait de mettre en évidence les mécanismes qui « empêchent » les crimes, les dommages et les risques environnementaux d'être abordés par les médias.

Finalement, comme cette étude était particulièrement limitée temporellement, soit une période d'un mois au moment de la Conférence de Paris en 2015. Lors d'études ultérieures, il serait nécessaire d'étendre la période d'analyse à plusieurs mois, voire plusieurs années, afin de mieux situer les résultats de cette étude et de vérifier s'il n'y a pas une évolution dans la façon dont les médias québécois construisent ou non les changements climatiques en tant que problématique environnementale. De plus, nous croyons qu'il serait nécessaire d'inclure une analyse de périodiques davantage spécialisés en ce qui concerne l'environnement (soit, par exemple, *Le Devoir*) à des fins comparatives. Finalement, il serait nécessaire d'analyser les résultats obtenus à la lumière d'entrevues auprès de citoyens. De ce fait, au-delà d'explorer le lien entre la couverture médiatique des changements climatiques et la perception de la responsabilité environnementale individuelle, il serait possible de la définir.

## Références

Agnew, R. (2013). The ordinary acts that contribute to ecocide : a criminological analysis. Dans N. South & A. Brisman (dir.), *Routledge international handbook of green criminology* (p.58-72). Routledge.

Boykoff, M.T. & Boykoff, J.M. (2007). Climate change and journalistic norms: a case-study of US mass-media coverage. *Geoforum*, vol. 38(6), p. 1190-1204.

Brisman, A. (2012). The cultural silence of climate change contrarianism. Dans R. White (dir.), *Climate change from a criminological perspective* (p.41-70). Springer New York.

Climate Institute (2017). Deforestation and climate change. Repéré à <http://climate.org/deforestation-and-climate-change/>

FAO (2006). *Livestock's long shadow report : environmental issues and options*. Repéré à <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/a0701e/a0701e.pdf>

Fitzgerald, A. & Baralt, L.B. (2010). Media constructions of responsibility for the production and mitigations of environmental harms : the case of mercury-contaminated fish. *Canadian Journal of criminology*, vol. 54 (4), p.341-368.

GIEC (2014). *Changements climatiques 2014: Rapport de synthèse*. Repéré à [https://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/syr/SYR\\_AR5\\_FINAL\\_full\\_fr.pdf](https://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/syr/SYR_AR5_FINAL_full_fr.pdf)

Hiller, A. (2011). Climate change and individual responsibility. *The Monist*, vol. 94 (3), p.349-368.

Jancell, M.L. (2007). Environmental crime and the media : news coverage of petroleum refining industry violations. *Environmental politics*, vol. 17 (3), p.349-385.

Lachapelle, E., Nadeau, R., Guertin-Armstrong, S., Martin, P., Beaumier, L. & Anjos, M.F. (2015). *Feeling the heat? The paradox of public opinion and climate change policy in Canada: toward a new research agenda*. Repéré à [http://www.ericklachapelle.com/wp-content/uploads/2015/12/Feeling-the-Heat\\_eng\\_20151203.pdf](http://www.ericklachapelle.com/wp-content/uploads/2015/12/Feeling-the-Heat_eng_20151203.pdf)

Lynch, M., Nalla, M. & Miller, K. (1989). Cross-cultural perceptions of deviance : The case of Bhopal. *Journal of research in Crime and Delinquency*, vol. 26 (1), p.7-35.

OXFAM (2009). Suffering the science: climate change, people and poverty. *Oxfam policy and practice: climate change and resilience*, vol. 5(2), p.53-113.

Potter, G. (2012). *What is green criminology*. Repéré à <http://greencriminology.org/about-green-criminology>

Shover, N. & Route, A.S. (2005). Environmental crime. *Crime and justice*, vol. 32, p.321-371.

Wells, V.K., Ponting, C.A., Peattie, K. (2011). Behavior and climate change : consumer perceptions of responsibility. *Journal of Marketing Management*, vol.27 (7-8), p.808-833.

White, R. (2012). The criminology of climate change. Dans R. White (dir.), *Climate change from a criminological perspective*, (p.1-11). Springer New York.

White, R. (2013). But is it criminology? Dans Winslow, S. & Atkinson, R. (dir.), *New directions in crime and deviancy* (p.87-98). Routledge.

White, R. (2014). *Environmental harm: an eco-justice perspective*. Policy press.

White, R. & Heckenberg, D. (2014). *Green criminology: An introduction to the study of environmental harm*. London: Routledge.

WHO (2017). Climate change and health. Repéré à <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs266/en/>

**CHAPITRE 4 :**  
**Discussion conclusive**



L'objectif principal de ce mémoire est de défricher une criminologie verte pertinente à l'étude des changements climatiques, et ce, plus particulièrement au sein de la province québécoise. Les objectifs spécifiques de notre mémoire, s'appuyant sur l'approche constructiviste de la criminologie verte, visaient à répondre aux objectifs suivants : (1) sonder les représentations médiatiques des changements climatiques à un moment précis et plus spécifiquement; (2) identifier les crimes, les dommages et les risques environnementaux qui sont reportés par les médias; (3) identifier les causes et les conséquences qui sont reportées par les médias; (4) identifier quels acteurs portent la responsabilité pour ces crimes, ces dommages, ces risques, ces causes et ces conséquences selon les médias; et (5) explorer comment ces représentations médiatiques peuvent influencer la compréhension des citoyens québécois quant à leur propre responsabilité environnementale. Dans ce chapitre, nous discuterons de façon plus détaillée de nos résultats de recherche. Puis, à la lumière de cette discussion, nous nous pencherons sur l'objectif principal de notre mémoire et proposerons des pistes de réflexion pour de futures études.

### *Les représentations générales des changements climatiques*

L'analyse des thèmes permet de mettre de l'avant le fait que les changements climatiques sont généralement discutés de pair avec le thème de la Conférence de Paris. Évidemment, une telle association réside dans le fait que les articles ont été sélectionnés lors de la période où cette dernière avait lieu. Il est, toutefois, intéressant de constater que les changements climatiques occupent un très faible espace au sein des articles comparativement à la conférence qui, rappelons-le, porte sur les changements climatiques. En effet, ce ne sont que 8 articles sur 100 qui ne traitent que des changements climatiques, sans qu'il y ait d'autres thèmes. Il nous apparaît ainsi que les médias, contrairement à ce que nous avons supposé, ont peu saisi l'opportunité offerte par la conférence afin de discuter des changements climatiques. Et même, nous nous demandons si le contexte politique de « dernière chance » entourant la Conférence de Paris n'a pas contribué à faire de l'ombre sur les changements climatiques. Autrement dit, considérant que la Conférence de Paris était un événement politique d'une importance mondiale considérable, il est possible qu'il était davantage « payant » pour les médias de discuter de cette dernière plutôt que des changements climatiques en soi.

Les deux autres thèmes les plus populaires, après la Conférence de Paris, sont les dirigeants politiques et l'économie. Même s'ils sont traités indépendamment des changements climatiques, nous trouvons intéressant que ce soit ces thèmes-ci qui se démarquent. En fait, nous croyons que cela démontre à quel point la politisation des changements climatiques est fortement marquée par un lien entre presque tangible entre la politique, l'économie et les changements climatiques.

Comme nous l'avons vu dans la revue de littérature, les changements climatiques sont passés d'un phénomène physique à, simultanément, un phénomène social, laissant place à une réinterprétation de ceux-ci (Hulme, 2009). Nos données montrent que cette réinterprétation se traduit non seulement par le fait que les changements climatiques sont associés à la sphère politique, mais aussi par le fait qu'ils sont construits comme un enjeu de sécurité. C'est, en effet, plus de la moitié des articles qui adressent les changements climatiques comme s'ils étaient une « menace » contre laquelle il revient aux politiciens de « lutter »<sup>13</sup>. Les changements climatiques ne sont ainsi plus un phénomène physique causé par des activités humaines mais plutôt un ennemi invisible qui menace de plus en plus la sécurité des pays. Bien qu'il n'y ait aucun article qui définit explicitement les changements climatiques comme étant un enjeu de sécurité, cela nous semble être l'explication qui fait le plus de sens à la lumière des données.

Surtout, cette réinterprétation semble faire du sens vis-à-vis du fait que l'environnement ne soit pas un thème abordé par les médias. En effet, si notamment l'économie, la sécurité et le terrorisme occupent une certaine place au sein des articles en tant que thèmes, l'environnement, en soi, n'en occupe aucune. C'est-à-dire, les auteurs ne discutent pas directement de l'environnement, de sa protection, de sa destruction ou encore de problématiques environnementales.

En ce qui concerne plus spécifiquement les dimensions, nous avons commencé notre analyse avec six dimensions préétablies à vérifier, soit les crimes environnementaux, les dommages

---

<sup>13</sup> Voir plus particulièrement la dimension « définition » dans le tableau de répartition des mots-clés à l'annexe 6.

environnementaux, les risques environnementaux, les causes des changements climatiques, les conséquences des changements climatiques et les acteurs portant la responsabilité de ces derniers (nous reviendrons de façon plus détaillée sur ces dimensions spécifiques). Toutefois, il est apparu que les trois premières dimensions n'ont aucunement été abordées par les médias. De plus, ce sont 17 autres dimensions qui se sont dégagées de notre analyse. S'il est intéressant de noter tous les aspects selon lesquels les médias peuvent définir les changements climatiques, il n'est néanmoins pas pertinent de discuter, dans le cadre de ce mémoire, de chacun d'entre eux. Ce sont quatre de ces nouvelles dimensions qui nous semblent davantage pertinentes, soit : la définition des changements climatiques, les objectifs vis-à-vis de ceux-ci, les victimes des changements climatiques ainsi que les possibles actions individuelles pouvant être prises pour limiter les changements climatiques<sup>14</sup>.

Nous avons brièvement discuté de la dimension de la définition des changements climatiques, plus-haut, lorsque nous avons mentionné que les changements climatiques sont davantage adressés comme étant une menace contre laquelle il revient plus particulièrement aux politiciens de « lutter ». Selon nous, cette dimension est essentielle à la compréhension du cadrage utilisé par les médias. Même si nos données ne nous permettent pas d'aller plus en profondeur dans l'analyse de cette dimension, il reste intéressant de noter un tel cadrage de la part des médias québécois.

La dimension des objectifs, quant à elle, permet de mettre de l'avant que seulement deux articles réfèrent à une certaine nécessité de consommer autrement et d'apporter des changements individuels. Néanmoins, les articles ne font que mentionner ces objectifs sans les définir davantage, à savoir : que signifie consommer autrement? quels changements individuels doivent être apportés? Il nous est ainsi difficile d'analyser plus en profondeur cette dimension. Toutefois, il est intéressant de noter que les objectifs ayant le plus de références au sein des articles sont plutôt larges, peu précis (« limiter le réchauffement », « diminuer les gaz à effet de serre ») et, dans leur contexte, sont associés aux dirigeants politiques.

---

<sup>14</sup> Voir le tableau de répartition des mots-clés issus des dimensions causes, conséquences, responsabilité, définition, objectifs et victimes à l'annexe 6.

Pour ce qui est de la dimension des victimes, nous trouvions surtout intéressant de constater le faible espace médiatique qui lui est accordée. Si ce ne sont que 15 articles qui font mention des victimes des changements climatiques, seulement 6 d'entre eux réfèrent aux « populations pauvres » et aux « populations vulnérables ». De plus, il apparaît que les populations non-humaines ne sont aucunement mentionnées en tant que victimes. Pourtant, nous avons vu dans la revue de littérature que ces dernières sont des victimes importantes des changements climatiques (voir Hsuing & Sustain, 2007; Thomas et al., 2004).

La dimension des actions individuelles pouvant être prises pour limiter le réchauffement climatique, quant à elle, est davantage pertinente si elle est analysée en lien avec les dommages environnementaux.

#### *Les crimes, les dommages et les risques environnementaux*

Si nous souhaitions répondre à l'appel de Brisman (2012) qui suggérait notamment de se pencher sur les représentations médiatiques des crimes, des dommages et des risques environnementaux, il nous est rapidement apparu que ces dernières n'étaient, en fait, aucunement mentionnées par les articles analysés. Dans le chapitre précédent, nous avons vu que cette absence est pertinente, particulièrement celle des dommages environnementaux. En effet, White (2014) affirme notamment que le fait de reconnaître l'existence des dommages environnementaux permet de rendre visibles des mécanismes d'injustice au sein des structures sociales et politiques. Nous avons constaté que les médias, en ne mentionnant pas ces derniers, ne confrontent pas le statut quo. De plus, nous avons mis de l'avant quatre articles discutant des actions individuelles pouvant être prises par les citoyens et avons soumis le fait que, si ces actions avaient été formulées différemment, elles auraient pu être considérées sous la dimension des dommages environnementaux. Dès lors, les médias auraient, volontairement ou non, remis en question le statut quo.

#### *Les causes des changements climatiques*

Aussi dans le chapitre précédent, il a été mis de l'avant que non seulement ce n'est que 20% des articles qui abordent les causes des changements climatiques, mais ces dernières ne sont pas expliquées et restent plutôt évasives. Surtout, il nous a semblé surprenant qu'un seul article

fasse mention l'agriculture animale considérant que cette dernière serait probablement la principale responsable des changements climatiques dû à la quantité importante de gaz à effet de serre qu'elle émet et à la déforestation massive qu'elle nécessite (FAO, 2009; Climate Institute, 2007).

### *Les conséquences des changements climatiques*

Encore une fois dans le chapitre précédent, nous avons vu que les conséquences, bien qu'elle soient davantage abordées que les causes, ne sont que survolées par les auteurs (nous reviendrons plus particulièrement sur celles-ci dans les observations supplémentaires).

### *La responsabilité environnementale des citoyens*

Comme mentionné dans le chapitre précédent, il peut arriver que la notion de responsabilité soit sous-entendue (généralement, les auteurs mentionnent que les dirigeants politiques doivent fixer certains objectifs ou limiter le réchauffement). Néanmoins, elle n'est que clairement mentionnée par trois articles. Deux d'entre eux réfèrent à la responsabilité qu'ont les pays riches, ou pays développés, de « lutter » contre les changements climatiques et le troisième réfère brièvement à la responsabilité individuelle quant à une limitation de l'empreinte écologique. Il n'y a, ainsi, qu'un seul article sur les 100 analysés qui discute directement de la responsabilité individuelle des individus. Et puisqu'un seul article fait mention de la responsabilité individuelle et que nos données montrent que les changements climatiques sont généralement associés à la sphère politique, il apparaît que les médias placent, de façon consciente ou non, principalement la responsabilité de limiter les changements climatiques sur les dirigeants politiques.

De ce fait, non seulement les citoyens mais aussi les entreprises sont des acteurs « oubliés ». Il nous semble ainsi pertinent d'analyser cette dimension en référant à la question de Wells, Ponting & Peattie (2011) : « if consumers feel that others, such as governments and businesses, are more responsible than they are for causing climate change, how would this affect their own behavior and attitude? » (p.813). Considérant à la fois la nature de nos données et le fait que la relation entre les médias et les citoyens ne doit pas être comprise en des termes de causalité mais plutôt en des termes de possibilités (Boykoff & Boykoff, 2011), il

nous est impossible de *déterminer* si, en effet, les lecteurs ressentent que les gouvernements sont davantage responsables qu'eux et, s'ils le ressentent, comment cela peut influencer leur comportement vis-à-vis de l'environnement. Toutefois, il nous est possible d'affirmer que la façon dont les médias présentent les changements climatiques ne tend pas à éclaircir la compréhension des citoyens quant à leur responsabilité environnementale individuelle.

De ce fait, nous ne croyons pas que la couverture médiatique étudiée puisse permettre au citoyen de bien saisir qu'il existe un lien entre certains de ses choix, actions, et habitudes de vie - par exemple, vivre dans une grande maison de banlieue qui serait confortablement chauffée et éclairée, utiliser une voiture à essence pour la majorité de ses déplacements et consommer de la viande régulièrement (Agnew, 2013) - et les changements climatiques. Par conséquent, notre analyse semble aller dans le sens de ce qui est affirmé par Agnew (2013), à savoir que les individus sont davantage influencés à commettre des « actes ordinaires » dommageables à l'environnement et moins à s'engager vis-à-vis de la protection de l'environnement.

### *Observations supplémentaires*

Il importe de noter qu'il subsiste une confusion de la part des médias concernant certaines notions. Notamment, il semble que ces derniers utilisent les termes « changements climatiques » et « réchauffement global » sans nécessairement faire de distinction entre ceux-ci. Pourtant, comme nous l'avons vu dans la revue de la littérature, les deux termes ne sont pas équivalents. En effet, le réchauffement global n'est que l'un des nombreux aspects des changements climatiques. Aussi, comme vu dans le chapitre précédent, les médias n'apportent pas de distinction entre les effets physiques des changements climatiques (fonte des glaces, montée des eaux, sécheresse, etc.) et les conséquences sociales engendrées par ces effets (propagation accrue des maladies, migration, etc.), et ce, lorsqu'ils discutent des conséquences des changements climatiques. De façon isolée, il nous est difficile de comprendre cette confusion. Toutefois, à la lumière de nombreuses lectures et de l'interprétation des données, il nous est possible de formuler l'hypothèse que les auteurs n'ont, en fait, qu'une faible connaissance du phénomène complexe des changements climatiques. Il nous est possible de supposer que cela est dû à la restriction du cadre journalistique des périodiques étudiés. En

effet, ces derniers, en offrant un contenu diversifié plutôt que spécialisé, visent l'ensemble de la population québécoise. Les enjeux notamment environnementaux, politiques et économiques sont alors vulgarisés de façon à faciliter leur accessibilité et leur compréhension. Ainsi, les auteurs n'ont pas pour objectif de comprendre un phénomène afin d'offrir une analyse complète de celui-ci, mais ils cherchent plutôt à offrir au public une couverture des faits associés à ce phénomène. Dès lors, ils n'ont pas besoin de comprendre le phénomène même des changements climatiques pour écrire un article où ils feront mention de certaines causes ou de certaines conséquences.

### *Conclusion sommaire*

Par les objectifs spécifiques de ce mémoire, nous cherchions à apporter une contribution empirique à l'étude des représentations médiatiques des changements climatiques concernant plus spécifiquement les problématiques environnementales associées à ces derniers. Plus spécifiquement, nous souhaitons nous pencher sur la façon dont les médias construisent notamment les dommages et les crimes environnementaux menant aux changements climatiques, et la façon dont ces constructions peuvent influencer le citoyen dans ses choix et actions quotidiennes. Alors qu'une telle analyse renvoie au concept de cadrage, ou *framing* en anglais, il est supposé que non seulement les médias peuvent accepter ou non l'information qui leur est présentée (Broustau, 2007), ce qui affecte la façon dont ils choisissent de cadrer celle-ci, mais que cette information qu'ils présentent à leur tour influence la façon dont elle est interprétée par un individu (Scheufele & Tewksbury, 2007).

Le constat de notre analyse est que les médias ne présentent pas les changements climatiques comme étant, notamment, une problématique environnementale, mais ils les présentent plutôt comme une menace à laquelle il appartient plus particulièrement aux gouvernements de répondre. Conséquemment, les médias ignorent presque complètement la responsabilité environnementale individuelle quant aux changements climatiques et, de ce fait, ne tendent pas à éclaircir les citoyens qui éprouvent généralement de la difficulté à faire le lien entre les changements climatiques et leurs habitudes de vie et de consommation (Wells, Ponting & Peattie, 2011). Alors que Hulme (2009) met de l'avant cette nécessité qu'imposent les changements climatiques de repenser la place de l'humain vis-à-vis de l'environnement, il

apparaît que les médias québécois, analysés au moment de la Conférence de Paris, contribuent plutôt au maintien d'un statut quo.

### *La criminologie verte*

Comme vu dans le premier chapitre, Lynch, Long, Barrett & Stretesky (2013) posent la question suivante : *is it a crime to produce ecological disorganization?* Selon nous, cette question est essentielle, et ce, particulièrement à l'étude des changements climatiques du point de vue de la criminologie verte.

Il nous apparaît que, peu importe l'opinion que nous puissions avoir à l'égard de cette question, une criminalisation des dommages environnementaux les plus importants ne peut être réalisée dans les circonstances du système actuel. Comme Beck (1992) le mentionne, les dirigeants politiques sont impuissants à agir sur le fond du problème environnemental. Paradoxalement, ils sont investis dans un double jeu où ils tentent de protéger leur population des risques environnementaux, alors qu'ils participent à la création de ces mêmes risques (en suivant, notamment, une croissance économique). Et si une pluralité de scientifiques ne croient pas que les gouvernements soient réellement prêts à couper de façon importante les émissions de gaz à effet de serre (OXFAM, 2009), cherchant plutôt à éviter de faire face aux possibles conséquences économiques, il est à se demander si une criminalisation des dommages environnementaux puisse être réellement envisageable.

Néanmoins, comme nous l'avons vu dans la revue de littérature, le citoyen a la possibilité d'être un acteur de changement important (Hiller, 2011). De ce fait, il semble plutôt intéressant de se pencher vers une sensibilisation plutôt qu'une criminalisation. Dans une future étude, il serait pertinent de s'intéresser à la façon dont la criminologie pourrait mieux étudier l'engagement des citoyens ainsi que leur perception des dommages environnementaux qu'ils commettent. Si nos objectifs de recherche nous ont amené à situer notre analyse davantage dans une approche d'*agenda-setting*, où nous explorons le lien des médias vers les citoyens, il serait intéressant à l'avenir de plutôt se situer dans une approche d'*agenda-building*, où le lien entre les médias, les citoyens et les dirigeants politiques sont compris selon une relation dynamique. De ce fait, il serait possible de non seulement définir les représentations



médiatiques des changements climatiques mais aussi de comprendre comment elles se forment et par quoi elles sont influencées. Il serait dès lors nécessaire de mener des entrevues auprès de citoyens, militants, journalistes et politiciens québécois afin de mieux comprendre comment la population québécoise, dans son entièreté, perçoit non seulement les problématiques environnementales mais les dommages et les crimes environnementaux qu'elle commet.

L'objectif principal de ce mémoire était de commencer un travail de défrichage d'une criminologie verte pertinente, et ce de façon à offrir des pistes de réflexion quant à son développement, quant à l'étude des changements climatiques ainsi que des problématiques environnementales associées. À la lumière de ce mémoire, il nous apparaît qu'une criminologie verte s'intéressant aux changements climatiques selon notamment une perspective constructiviste devrait se pencher sur le rapport d'inégalité existant entre l'humain, l'environnement et les espèces non-humaines. Un tel intérêt se révèle d'ailleurs particulièrement nécessaire au sein même de l'Anthropocène<sup>15</sup> - qui désigne l'ère géologique actuelle où les activités humaines ont un impact global et laissent une empreinte sur l'ensemble de l'écosystème terrestre.

Si la revue de la littérature permet de mettre de l'avant le fait que les changements climatiques sont principalement causés par des actes légaux tels que, et particulièrement, l'agriculture animale (référant en ce qui concerne les citoyens à, par exemple, la consommation de viande) dû à l'importante quantité de gaz à effets de serre qu'elle émet ainsi qu'à la déforestation massive qu'elle nécessite, les résultats de notre étude montrent qu'elle est principalement ignorée au sein des articles analysés. Et même, de façon générale, nos résultats montrent un manque d'intérêt médiatiques vis-à-vis à la fois de l'environnement et des espèces non-humaines - notamment sur le plan des causes et des conséquences mais aussi sur celui des risques et des dommages environnementaux.

Il serait ainsi pertinent de s'interroger non seulement sur les processus sociaux qui sous-tendent et construisent ce rapport d'inégalité, mais aussi sur les mécanismes qui permettent

---

<sup>15</sup> Il est d'ailleurs intéressant de se référer aux travaux de Clifford Shearing, chercheur en criminologie, qui se questionne notamment sur une criminologie au sein de l'Anthropocène.

d'expliquer le faible intérêt accordé à l'environnement ainsi qu'aux espèces non-humaines au sein des médias traitant des changements climatiques.

## RÉFÉRENCES

- Adams, C. J. (1990). *The sexual politics of meat: A feminist-vegetarian critical theory*.
- Armstrong, J. (2013). *Improving international capacity development*. Palgrave MacMillan.
- Aubin-Auger, I., Mercier, A., Baumann, L., Lehr-Drylewicz, A., Imbert, P. & Letrillart, L. (2008). Introduction à la recherche qualitative. *Exercer*, vol.84 (19), p.142-145.
- AGI (s.d.). What is the difference between weather and climate? Repéré à <https://www.americangeosciences.org/critical-issues/faq/difference-between-weather-and-climate>
- Anadón, M. (2006). La recherche dite « qualitative » : de la dynamique de son évolution aux acquis indéniable et aux questionnements présents. *Recherches qualitatives*, vol. 26(1), p.5-31.
- Agnew, R. (2011). Dire forecast: A theoritical model of the impact of climate change from a criminological perspective. *Theoritical criminology*, vol.16 (1), p.21-42.
- Agnew, R. (2012). It's the end of the world as we know it: The advance of climate change from a criminological perspective. Dans R. White (dir.), *Climate change from a criminological perspective* (p.13-25). Springer New York.
- Agnew, R. (2013). The ordinary acts that contribute to ecocide : a criminological analysis. Dans N. South & A. Brisman (dir.), *Routledge international handbook of green criminology* (p.58-72). Routledge.
- Altheide, D.L. (1996). *Qualitative media analysis*. Sage.
- Altheide, D.L. (2000). Tracking discourse and qualitative document analysis. *Poetics*, vol.27, p.287-199.
- Altheide, D.L., Coyle, M., DeVriese, K. & Schneider, C. (2008). Emergent qualitative document analysis. Dans S.N. Hesse-Biber & P. Leavy (dir.), *Handbook of emergent methods* (p.127-151). Guilford Press.
- Altheide, D.L. & Schneider, C. (2012). *Qualitative media analysis*. Sage.
- Beirne, P. (1998). For a green criminology. *Theoritical criminology, special issue* vol.2(2), p.2
- Beirne, P. (1999) For a nonspecieist criminology : animal abuse as an object of study. *Criminology*, vol 37 (1), 117-148.
- Beirne, P. & South, N. (2013). *Issues in green criminology*. Routledge.

Boykoff, M.T. & Boykoff, J.M. (2007). Climate change and journalistic norms: a case-study of US mass-media coverage. *Geoforum*, vol. 38(6), p. 1190-1204.

Boykoff, M.T. (2011). *Who speaks for the climate? Making sense of media reporting on climate change*. Cambridge University Press.

Brisman, A. (2012). The cultural silence of climate change contrarianism. Dans R. White (dir.), *Climate change from a criminological perspective* (p.41-70). Springer New York.

Brisman, A., & South, N. (2012). A green-cultural criminology: An exploratory outline. *Crime, Media, Culture*, vol. 9 (2), p.115-135.

Broustau, N. (2007). *La trajectoire argumentative des représentations médiatiques dans les textes d'opinion en presse écrite: le cas Elián González dans le Miami Herald, le Washington Post et le New York Times* (Doctoral dissertation, Université Laval).

Caldeira, K., Bala, G. & Cao, L. (2013). The science of geoengineering. *Annual review of Earth and planetary sciences*, vol.41, p.231-256.

Caldeira, K. & Keith, D.W. (2010). The need for climate engineering research. *Issues in science and technology*, vol.27, p.57-62.

Carlin, A. (2006). Implementation & utilization of geoengineering for global climate change control. *Sustainable law and development policy*, vol.7, p.56-58.

Carvalho, A. (2007). Ideological cultures and media discourses on scientific knowledge: re-reading news on climate change. *Public understanding of science*, vol. 16(2), p.223-243.

Cazaux, G. (1999). Beauty and the beast: Animal abuse from a non-speciesist criminological perspective. *Crime, Law and Social Change*, 31(2), 105-125.

CDMQ (2016). Presse écrite : tournant numérique. Repéré à <http://cdmq.ca/data/46bD0OVE/5-presse-e-crite-2016.pdf>

Centre d'études sur les médias (s.d.). Portrait de la propriété dans le secteur des quotidiens au Québec et au Canada. Repéré à <http://www.cem.ulaval.ca/pdf/Concentrationquotidiens.pdf>

Charron, J. (1995). Les médias et les sources. *Hermès, La Revue*, (3), p.73-92.

Climate Institute (2017). Deforestation and climate change. Repéré à <http://climate.org/deforestation-and-climate-change/>

Corbin, J., Strauss, A. & Strauss, A.L. (2014). *Basics of qualitative research*. Sage.

Dalby, S. (2002). *Environmental security*. Borderlines.

FAO (2006). *Livestock's long shadow report : environmenal issues and options*. Repéré à <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/a0701e/a0701e.pdf>

Fitzgerald, A. & Baralt, L.B. (2010). Media constructions of responsibility for the production and mitigations of environmental harms : the case of mercury-contaminated fish. *Canadian Journal of criminology*, vol. 54 (4), p.341-368.

Fussey, P. & South, N. (2012). Heading toward a new criminogenic climate : climate change, political economy and environmental security. Dans R. White (dir.), *Climate change from a criminological perspective* (p.27-40). Springer New York.

GIEC (s.d.). À propos du GIEC : Qui sommes-nous? Repéré à [http://www.ipcc.ch/home\\_languages\\_main\\_french.shtml](http://www.ipcc.ch/home_languages_main_french.shtml)

GIEC (2014). *Changements climatiques 2014: Rapport de synthèse*. Repéré à [https://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/syr/SYR\\_AR5\\_FINAL\\_full\\_fr.pdf](https://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/syr/SYR_AR5_FINAL_full_fr.pdf)

Gifford, R. (2011). The dragons of inaction: Psychological barriers that limit climate change mitigation and adaptation. *American Psychologist*, vol. 66(4), p.290-302

Giroux, V. (2011). Les droits fondamentaux des animaux: une approche anti-spéciste (Thèse, Université de Montréal, Montréal). Repéré à [https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/8666/Giroux\\_Valery\\_2011\\_these.pdf](https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/8666/Giroux_Valery_2011_these.pdf)

Gouvernement du Canada (s.d.). *Deuxième rapport biennal du Canada sur les changements climatiques*. Repéré à <https://www.ec.gc.ca/ges-ghg/default.asp?lang=Fr&n=02D095CB-1#BR-Sec1>

Gouvernement du Canada (s.d.). *Notre cheminement dans la lutte contre les changements climatiques*. Repéré à <https://www.canada.ca/fr/services/environnement/meteo/changements-climatiques/action-pour-climat/cheminement-contre-changements-climatiques.html>

Gouvernement du Canada (s.d.). *Pricing carbon solution for clean growth*. Repéré à <https://www.canada.ca/en/services/environment/weather/climatechange/climate-action/pricing-carbon-pollution.html>

Gouvernement du Québec (s.d.). La dynamique des langues en quelques chiffres : tableaux. Repéré à <http://www.spl.gouv.qc.ca/documentation/rapportssondagesstatistiques/dynamique-deslangues/tableaux/>

Hansen (1998). Content analysis. Dans A. Hansen, S. Cottle, R. Negrine, C. Newbold (dir.), *Mass communication research methods*, (p.91-129). New York University Press.

Hammersley, M. (2012). *What is qualitative research?* Bloomsbury Academic.

Heckenberg, D. (2012). Climate change, gender and natural disasters : social differences and environment-related victimisation. Dans R. White (dir.), *Climate change from a criminological perspective*, (p.149-171). Springer New York.

Hiller, A. (2011). Climate change and individual responsibility. *The Monist*, vol. 94 (3), p.349-368.

Hsieh, H.F. & Shannon, S.E. (2005). Three approaches to qualitative content analysis. *Qualitative health research*, vol.15 (9), p.1277-1288.

Hsuing, W. & Sunstein, C.R. (2006). Climate change and animals. *University of Pennsylvania law review*, vol. 155, p.1695-1740.

Hulme, M. (2009). *Why we disagree about climate change: Understanding controversy, inaction and opportunity*. Cambridge University Press.

Huysmans, J. (1998). Dire et écrire la sécurité : le dilemme normatif des études de sécurité. *Cultures et conflits*, vol.31/32, p.177-202.

Jancell, M.L. (2007). Environmental crime and the media : news coverage of petroleum refining industry violations. *Environmental politics*, vol. 17 (3), p.349-385.

Jeangène Vilmer, J. B. (2011). *L'éthique animale* (2e éd.) Paris: Presses Universitaires de France

Joy, M. (2005). Humanistic psychology and animal rights: reconsidering the boundaries of the humanistic ethic. *Journal of Humanistic Psychology*, 45(1), 106-130.

Kramer, R.C. & Michalowski, R.J. (2012). Is global warming a state-corporate crime? Dans R. White (dir.), *Climate change from a criminological perspective*, (p.71-88). Springer New York.

Lachapelle, E., Nadeau, R., Guertin-Armstrong, S., Martin, P., Beaumier, L. & Anjos, M.F. (2015). *Feeling the heat? The paradox of public opinion and climate change policy in Canada: toward a new research agenda*. Repéré à [http://www.ericklachapelle.com/wp-content/uploads/2015/12/Feeling-the-Heat\\_eng\\_20151203.pdf](http://www.ericklachapelle.com/wp-content/uploads/2015/12/Feeling-the-Heat_eng_20151203.pdf)

Lane, P. (1998). Ecofeminism meets criminology. *Theoretical criminology*, vol. 2(2), p.235-48.

Lazarsfeld, P. F., Berelson, B., & Gaudet, H. (1968). The peoples choice: how the voter makes up his mind in a presidential campaign

Lynch, M. (1990). The greening of criminology: A perspective on the 1990s. *The Critical Criminologist*, vol. 2(3), p.1-4.

Lynch, M., Nalla, M. & Miller, K. (1989). Cross-cultural perceptions of deviance : The case of Bhopal. *Journal of research in Crime and Delinquency*, vol. 26 (1), p.7-35.

Lynch, M., Stretesky, P.B. & Hammond, P. (2000). Media coverage of chemical crimes, Hillsborough county, Florida, 1987-97. *British Journal of criminology*, vol. 40, p.112-126.

Lynch, M. J. & Stretesky, P. B. (2003). The meaning of green: Towards a clarification of the term green and its meaning for the development of a green criminology. *Theoretical Criminology*, vol. 7(2), p.217-238.

Lynch, M. J. & Stretesky, P. B. (2010). Global warming, global crime : a green criminological perspective. Dans R. White (dir.), *Global environmental harm : criminological perspectives* (p.62-84). Willan Publishing.

Lynch, M. & al. (2012). A proposal for a new vehicle-based carbon tax (V-CART) : vehicle-based global warming policy and green criminology. Dans R. White (dir.), *Climate change from a criminological perspective*, (p.205-225). Springer New York.

Lynch, M.J., Long, M.A., Barrett, K.L. & Stretesky, P.B. (2013) Is it a crime to produce ecological disorganization? Why green criminology and political economy matter in the analysis of global ecological harms. *British Journal of Criminology*. doi: 10.1093/bjc/azt051

McDonald, M. (2013). Discourses of climate security. *Political geography*, vol.33, p.42-51.

Markowitz, E.M. & Shariff, A.F. (2012). Climate change and moral judgement. *Nature climate change*, vol. 2(4), p.243-247.

NOAA (s.d.). What's the difference between climate and weather? Repéré à <http://www.noaa.gov/explainers/what-s-difference-between-climate-and-weather>

NOAA (2015). What's the difference between global warming and climate change? Repéré à <https://www.climate.gov/news-features/climate-qa/whats-difference-between-global-warming-and-climate-change>

Nobo, C. et al. (2012). Natural disasters and crime : criminological lessons from hurricane Katrina. Dans R. White (dir.), *Climate change from a criminological perspective*, (p.173-183). Springer New York.

ONU (s.d.). La convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le protocole de Kyoto. Repéré à <http://www.un.org/fr/climatechange/kyoto.shtml>

ONU (2015). *Convention-cadre sur les changements climatiques*. Repéré à <http://unfccc.int/resource/docs/2015/cop21/fr/109r01f.pdf>

OXFAM (2009). Suffering the science: climate change, people and poverty. *Oxfam policy and practice: climate change and resilience*, vol. 5(2), p.53-113.

Pan, Z., & Kosicki, G. M. (1993). Framing analysis: An approach to news discourse. *Political communication*, 10(1), p.55-75.

Potter, G. (2012). *What is green criminology*. Repéré à <http://greencriminology.org/about-green-criminology>

Scheufele, D. A., & Tewksbury, D. (2007). Framing, agenda setting, and priming: The evolution of three media effects models. *Journal of Communication*, 57, 9-20. doi:10.1111/j.0021-9916.2007.00326.x

Sinnott-Armstrong, W. (2005). It's not my fault : Global warming and individual moral obligations. Dans W. Sinnott-Armstrong, R.B. Howarth (dir.), *Perspectives on climate change : sciences, economics, politics and ethics* (p.285-307). Amsterdam : Elsevier.

Shover, N. & Route, A.S. (2005). Environmental crime. *Crime and justice*, vol. 32, p.321-371.

Springmann, M., Mason-D'Croz, D., Robinson, S., Wiebe, K., Godfray, H.C.J., Rayner, M. & Scarborough, P. (2016). Mitigation potential and global health impacts from emissions pricing of food commodities. *Nature and climate change*, vol. 7, p.69-74.

Sollund, R.. (2012). Oil production, climate change and species decline : the case of norway. Dans R. White (dir.), *Climate change from a criminological perspective*, (p.135-147). Springer New York.

Sollund, R. (2013) Animal abuse, animal rights and species justice. *American society of criminology 69th annual meeting*. Atlanta : american society of criminology

South, N. (1998) A green field for criminology? A proposal for a perspective. *Theoretical criminology*, vol. 2 (2), 211-233.

Thomas, C.D. et al. (2004). Extinction risk from climate change. *Nature*, vol. 427, p.145-148.

UNFCCC (1992). Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Repéré à <https://unfccc.int/resource/docs/convkp/convfr.pdf>

UNFCCC (s.d.a). Historique. Repéré à [http://unfccc.int/portal\\_francoophone/historique/items/3293.php](http://unfccc.int/portal_francoophone/historique/items/3293.php)

UNFCCC (s.d.b). Conferences of the Parties (COP). Repéré à <http://unfccc.int/bodies/body/6383.php>

Université de Montréal (2016). Eureka.cc. Repéré à <http://guides.bib.umontreal.ca/disciplines/56-Eureka-cc>



Wells, V.K., Ponting, C.A., Peattie, K. (2011). Behavior and climate change : consumer perceptions of responsibility. *Journal of Marketing Management*, vol.27 (7-8), p.808-833.

Westerhuis, D., Walters, R. & Wyatt, T. (2013). *Emerging issues in green criminology: Exploring power, justice and harm*. Palgrave macmillan.

Wheather & Climate (s.d.). Deforestation. Repéré à <http://www.climateandweather.net/global-warming/deforestation.html>

White, R. (2003). Environmental issues and the criminological imagination. *Theoretical Criminology*, vol.7(4), p.483-506.

White, R. (2008). *Environmental crime: a reader*. Routledge.

White, R. (2012). The criminology of climate change. Dans R. White (dir.), *Climate change from a criminological perspective*, (p.1-11). Springer New York.

White, R. (2013a). But is it criminology? Dans Winslow, S. & Atkinson, R. (dir.), *New directions in crime and deviancy* (p.87-98). Routledge.

White, R. (2013b). The conceptual contours of green criminology. Dans D. Westerhuis, R. Walters & T. Wyatt (dir.), *Emerging issues in green criminology: Exploring power, justice and harm* (p.17-33). Palgrave macmillan.

White, R. (2014). *Environmental harm: an eco-justice perspective*. Policy press.

White, R. & Heckenberg, D. (2011). Environmental horizon scanning and criminological theory and practice. *European Journal on Criminal Policy and Research*, vol.17(2), p.87-100

White, R. & Heckenberg, D. (2014). *Green criminology: An introduction to the study of environmental harm*. London: Routledge.

White R. et South, N. (2013). The future of green criminology: Horizon scanning and climate change. *American Society of Criminology Annual Meeting*

WHO (2017). Climate change and health. Repéré à <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs266/en/>

WMO (s.d.). Frequently asked questions : What is the climate system? Repéré à <http://www.wmo.int/pages/prog/wcp/ccl/faqs.php>

Yates, R., Powell, C. & Beirne, P. (2001). Horse maiming in the English countryside : Moral panic, human deviance, and the social construction of victimhood. *Society and animals*, vol. 9 (1), p.1-23.

ANNEXE 1 :  
Grille de classification des articles par périodique

Article	Date	URL	Date	Période	Titre	Sous-titres	Auteur(s)	Section	Source(s)	Thèmes	Dimensions	Mots-clés	Résumé	Pertinence	Notes
1															
2															
3															
4															
5															
6															
7															
etc.															

ANNEXE 2 :  
Grille d'analyse finale des thèmes

Thèmes	Définition des thèmes
Changements climatiques	Les changements climatiques sont discutés selon diverses dimensions (définies à l'annexe 4).
Conférence de Paris	Il est mention de la Conférence de Paris (par exemple, son contexte, son déroulement, etc.); si cette dernière est discutée en lien avec les changements climatiques (par exemple, si un auteur mentionne que « les objectifs de cette dernière sont de limiter le réchauffement climatique »), elle est alors considérée comme une dimension des changements climatiques.
Dirigeants politiques	Ce thème se centre plus particulièrement autour des actions et discours des dirigeants politiques; si ces derniers sont mentionnés en lien avec les changements climatiques (où, par exemple, l'auteur citerait les propos « les changements climatiques sont un impératif de sécurité » d'un politicien), ils sont plutôt analysés comme étant une dimension des changements climatiques.
Économie	L'auteur fait mention de l'économie, en soi, ou de diverses notions ou enjeux lui étant associées; si cette dernière est abordée en lien avec les changements climatiques (par exemple, « les changements climatiques sont un enjeu économique »), elle est analysée comme étant une dimension des changements climatiques.
Terrorisme	Il est mention d'attentats terroristes ou du terrorisme.
Sécurité	Il est mention des mesures de sécurité prises ou encore du concept même de sécurité; si la sécurité est associée aux changements climatiques (par exemple, « les changements climatiques sont un enjeu de sécurité »), ce dernier est alors analysé comme une dimension des changements climatiques.
Manifestations	L'auteur fait mention de manifestations ou rassemblements citoyens; si ces dernières sont transposées aux changements climatiques, elles sont considérées comme une dimension de ceux-ci.
Fractures nord/sud	L'auteur fait mention des sources de tension existant entre les pays industrialisés et ceux en voie de développement.
Groupes environnementaux	Ce thème se centre autour des actions et discours de groupes environnementaux ou de leurs représentants.
Peuples autochtones	L'auteur fait mention des peuples autochtones et les enjeux auxquels ils font face.
Immigration	Ce thème se centre autour des réfugiés et de l'immigration dans son sens large; si l'auteur associe l'immigration aux changements climatiques (par exemple, en discutant des réfugiés climatiques), elle est considérée comme une dimension de ces derniers.
Justice	L'auteur discute de la justice dans son sens large ou d'enjeux lui étant associés; si elle est associée aux changements climatiques (où, par exemple, l'auteur discute de « justice climatique »), elle est plutôt traitée comme une dimension de ces derniers.
Corruption	L'auteur discute de la corruption dans son sens large ou d'enjeux lui étant associés.
Religion	L'auteur fait mention de la religion dans son sens large ou de religions plus spécifiques.

# ANNEXE 3 :

## Répartition des articles selon les thèmes et les périodiques

	<i>The Montreal Gazette</i>	<i>La Presse</i>	<i>Le Soleil</i>	<i>Le Nouvelliste</i>	<i>Le Quotidien</i>	<i>La Tribune</i>	<i>La Voix de l'Est</i>	<i>Le Droit</i>	Total d'articles
<b>Changements climatiques</b>	16	41	29	3	1	2	3	5	<b>100</b>
<b>Conférence de Paris</b>	10	32	22	3	1	2	2	3	<b>75</b>
<b>Dirigeants politique</b>	11	23	19	3	0	2	3	2	<b>63</b>
<b>Économie</b>	3	10	4	1	1	1	0	1	<b>21</b>
<b>Terrorisme</b>	0	5	4	0	0	1	0	0	<b>10</b>
<b>Sécurité</b>	0	7	3	0	0	0	0	0	<b>10</b>
<b>Manifestations</b>	0	6	4	0	0	0	0	0	<b>10</b>
<b>Fractures nord / sud</b>	0	7	2	0	0	0	0	0	<b>9</b>
<b>Groupes environnementaux</b>	0	1	2	0	0	0	0	0	<b>3</b>
<b>Peuples autochtones</b>	0	1	0	0	0	0	0	1	<b>2</b>
<b>Immigration</b>	0	0	0	0	0	0	0	1	<b>1</b>
<b>Justice</b>	0	0	1	0	0	0	0	0	<b>1</b>
<b>Corruption</b>	0	0	0	0	0	0	1	0	<b>1</b>
<b>Religion</b>	0	1	0	0	0	0	0	0	<b>1</b>

ANNEXE 4 :  
Grille d'analyse finale des dimensions des changements climatiques

Dimensions	Définition des dimensions
Causes	Les causes des changements climatiques mentionnées par l'auteur.
Conséquences	Les conséquences des changements climatiques mentionnées par l'auteur.
Responsabilité	L'auteur fait mention de la responsabilité de certains acteurs à l'égard des changements climatiques.
Victimes	Les victimes des changements climatiques mentionnées par l'auteur.
Définition	L'auteur définit les changements climatiques selon certains mots ou expressions (par exemple, « réchauffement planétaire »).
Objectifs	L'auteur mentionne certains objectifs vis-à-vis les changements climatiques; si ce sont des propos rapportés de politiciens, scientifiques ou groupes environnementaux, ils sont plutôt analysés selon les trois catégories suivantes.
Discours politiques	Les propos de politiciens cités par l'auteur et étant en lien avec les changements climatiques (par exemple, l'auteur cite les propos suivants d'un politicien x : « les changements climatiques sont un impératif moral »).
Discours scientifiques	L'auteur définit les changements climatiques en référant à la science (par exemple, l'auteur mentionne : « selon les experts, les changements climatiques ... »).
Discours de groupes environnementaux	Les propos de groupes environnementaux, ou leur représentants, cités par l'auteur et étant en lien avec les changements climatiques (par exemple, l'auteur cite les propos suivants d'un organisme : « les changements climatiques sont une question de justice »).
Actions	L'auteur fait mention des possibles actions pouvant être prises par les citoyens.
Opinions	L'auteur mentionne sa propre opinion ou celle de la population vis-à-vis les changements climatiques (par exemple, un auteur pourrait mentionner qu'il ne croit pas aux changements climatiques).
Réactions	L'auteur fait mention de réactions ou émotions face aux changements climatiques (par exemple, un auteur pourrait mentionner qu'il est craintif face aux possibles conséquences de ces derniers).
Adaptation	L'auteur fait mention de mesures d'adaptation face aux changements climatiques.
Mitigation	L'auteur fait mention de mesures de mitigation face aux changements climatiques.
Économie	L'auteur réfère aux changements climatiques en des termes économiques (par exemple, « les changements climatiques sont une question d'économie »).
Justice climatique	L'auteur réfère au concept de justice climatique.
Discours militants	L'auteur cite les propos de militants ou de manifestants en lien avec les changements climatiques (par exemple, l'auteur rapporte les slogans scandés tels que « l'urgence est au climat et non à la sécurité »).
Climatoscepticisme	L'auteur écrit des propos climatosceptiques ou discute du climatoscepticisme en soi.
Migration climatique	L'auteur discute de la migration climatique en soi ou plus particulièrement des réfugiés climatiques.
Obstacles	L'auteur fait mention d'obstacles dans la prise d'action vis-à-vis les changements climatiques (par exemple, sous-estimer les risques à long terme).

# ANNEXE 5 :

## Répartition des articles selon les dimensions et les périodiques

	<i>The Montreal Gazette</i>	<i>La Presse</i>	<i>Le Soleil</i>	<i>Le Nouvelliste</i>	<i>Le Quotidien</i>	<i>La Tribune</i>	<i>La Voix de l'Est</i>	<i>Le Droit</i>	Total d'articles
<b>Causes</b>	4	12	1	2	1	0	0	0	20
<b>Conséquences</b>	4	15	6	2	0	0	1	1	29
<b>Responsabilité</b>	0	1	1	0	0	1	0	0	3
Définition	7	33	26	2	0	2	2	4	76
Objectifs	8	13	10	1	1	0	1	3	37
Discours politiques	1	15	5	1	0	0	1	0	23
Discours scientifiques	1	7	9	1	0	0	0	0	18
Victimes	1	7	4	0	0	1	0	2	15
Mitigation	5	7	2	0	0	0	0	1	15
Discours militant	0	5	5	1	0	0	0	0	11
Économie	0	6	4	0	0	0	0	0	10
Discours environnementaux	1	3	2	0	0	0	0	0	6
Adaptation	2	3	0	0	0	0	0	0	5
Action	1	0	0	0	0	0	0	3	4
Climatoscepticisme	0	3	0	0	0	0	1	0	4
Justice climatique	0	0	2	0	0	0	0	0	2
Migration climatiques	0	0	0	2	0	0	0	0	2
Réactions	1	1	0	0	0	0	0	0	2
Opinions	1	1	0	0	0	0	0	0	2
Obstacles	0	1	0	0	0	0	0	0	1

# ANNEXE 6 :

Répartition des mots-clés selon les dimensions causes, conséquences, responsabilité, définition, objectifs et victimes

Dimensions	Mots-clés (nombre d'articles mentionnant le mot-clé)
Causes	« pays développés / pays riches » (10), « gaz à effet de serre » (6), « combustibles fossiles » (4), « activités humaines » (3), « production agricole » (2), « déforestation » (2), « sables bitumineux » (1), « transport aérien » (1), « zones urbaines » (1), « secteur de l'énergie » (1), « agriculture animale » (1), « pétrole » (1)
Conséquences	« sécheresse » (18), « montée des eaux » (17), « phénomènes météorologiques extrêmes » (13), « inondations » (12), « fonte des glaces » (11), « vagues de chaleur » (8), « baisse de la productivité agricole » (6), « tempêtes » (5), « baisse des réserves d'eau » (4), « disparition d'espèces » (4), « baisse des ressources marines » (3), « précipitations » (3), « acidification des océans » (2), « migration » (2), « guerres pour l'eau » (1), « submersion des territoires » (1), « augmentation des désastres naturels » (1), « augmentation des maladies » (1), « augmentation des incendies de forêts » (1), « smog » (1) et « avancée des déserts » (1)
Responsabilité	« pays riches / pays développés » (2), « responsabilité individuelle » (1)
Définition	« lutte aux / s'attaquer aux / combattre les changements climatiques » (54), « dérèglements / perturbations / bouleversements climatiques » (10), « état d'urgence / urgence climatique » (7), « défi / défi mondial » (5), « lutte contre les gaz à effet de serre » (3), « enjeu » (3), « crise climatique » (1), « menaces climatiques » (1)
Objectifs	« limiter le réchauffement à 2° C » (21), « diminuer les gaz à effet de serre » (13), « disparition des énergies fossiles » (2), « technologies propres » (2), « élimination du charbon » (2), « ralentir le réchauffement » (2), « transition énergétique » (2), « diminuer la pollution liée au transport » (1), « économie faible en carbone » (1), « décroissance économique » (1), « développer des sociétés / économies résistantes » (1), « énergies renouvelables » (1), « arrêter la croissance des sables bitumineux » (1), « réduire la pollution » (1), « réduire impact sur l'environnement » (1), « développer le Québec de façon durable et responsable » (1), « consommer autrement » (1), « changements individuels et communautaires » (1)
Victimes	« populations pauvres » (4), « populations vulnérables » (2), « états insulaires » (2), « Chine » (2), « agriculteurs les plus pauvres » (1), « îles du Pacifique » (1), « pays du sud » (1), « personnes âgées » (1), « personnes vivant seule » (1), « Inde » (1), « Honduras » (1), « Birmanie » (1), « Haïti » (1), « États-Unis » (1), « Afrique » (1)
Actions	« transport en commun » (1), « marche » (1), « vélo » (1), « réduction de la consommation d'énergie » (1), « utilisation d'eau froide » (1), « séchage à air » (1), « diminuer sa production de déchets » (1), « activités de sensibilisation » (1), « encourager les entreprises locales » (1), « commerce équitable » (1), « récupération d'articles » (1), « recyclage » (1), « compostage » (1), « réduction des déchets » (1), « covoiturage » (1)